

## **Mémoire de maîtrise**

Le mur comme mesure de mise à l'écart des migrants indésirables et ses impacts : le cas de la zone frontalière indo-bangladaise

Présenté à :

L'École de développement international et mondialisation comme exigence de la maîtrise en développement international et mondialisation

Directrice de recherche :

Delphine Nakache

Lecteur :

Mark B. Salter

Par :

Edith Pedneault

5731620

Université d'Ottawa

Juillet 2013

## Table des matières

|   |    |
|---|----|
| Remerciements .....   | 3  |
| Résumé .....  | 4  |
| 1. Introduction.....  | 5  |
| 2. Contexte géographique, historique et sociopolitique des migrations au Bengale ....   | 12 |
| 2.1 Le contexte géographique du delta du Bengale : facteurs de mobilité.....  | 12 |
| 2.2 Naissance des nouvelles frontières internationales : de la Partition de 1947 à la création du Bangladesh (1971) .....   | 14 |
| 2.3 Conclusion .....  | 17 |
| 3. Le processus de sécurisation de la migration par l'État indien et l'adoption de mesures de mise à l'écart : l'exemple du mur entre l'Inde et le Bangladesh ..... | 18 |
| 3.1 La migration du Bangladesh vers l'Inde et son importance dans le processus de formation de l'État indien.....   | 18 |
| 3.2 Les origines et la montée de la sécurisation de la migration bangladaise par l'État indien .....  | 21 |
| 3.3 Opérationnalisation de la sécurisation par les discours étatiques .....   | 24 |
| 3.4 Conclusion .....  | 27 |
| 4. Les impacts du mur de la zone frontalière indo-bangladaise .....   | 28 |
| 4.1 Le mur : élément de violence structurelle .....   | 30 |
| 4.2 Le mur, agent d'injustices sociales dans la zone frontalière.....   | 31 |
| 4.2.1 La désorganisation du domaine agricole pour la population frontalière indienne .....  | 32 |
| 4.2.2 Un système d'échange et de commerce au ralenti .....  | 33 |
| 4.2.3 Les conséquences physiques du mur pour les populations frontalières et les migrants .....   | 36 |
| 4.3 Conclusion .....  | 38 |
| 5. Conclusion.....  | 39 |
| Annexe 1 .....  | 41 |
| Annexe 2 .....  | 46 |
| Annexe 3.....   | 51 |
| Annexe 4.....   | 52 |
| Bibliographie .....   | 53 |

## **Remerciements**

Je tiens à remercier Delphine Nakache, ma directrice de maîtrise, qui a accepté de superviser mon projet et qui m'a soutenu tout au long du processus.

À toute ma famille, ma mère Ginette, mon père Thomas, mes frères Gilles et Martin et ma sœur Sylvie, qui ne le savent peut-être pas, parce qu'on ne le se dit jamais assez souvent, mais qui sont mes piliers, ma fondation, mon système de support. Merci. Je vous aime.

Merci à mes ami(e)s extraordinaires Laurence, Caroline, Roxanne, Pascale, Geneviève, Karyn, Alicia, Yasmine, Jo pour leurs encouragements lors des épreuves à surmonter (elles furent nombreuses), pour leur énergie et pour leurs mots motivants qui sont toujours les bons. Votre amitié est précieuse.

Merci de croire en moi et de faire de mon monde un endroit où il fait bon vivre.

À toutes ces personnes,

Merci!

## Résumé

L'idée d'ouverture et de libre circulation associée à la mondialisation a entraîné chez les États une crainte de perte de contrôle quant aux pouvoirs souverains. Dans un désir de consolider leur pouvoir étatique, les États ont mis l'accent sur leur mission traditionnelle, c'est-à-dire assurer la sécurité nationale. Un processus de sécurisation a graduellement été mis en marche et la migration s'est vue transformée en question de sécurité. Ce phénomène, surtout étudié en ce qui concerne les pays du Nord, existe également dans certains pays du Sud global, alors que ces derniers procèdent aussi à une sécurisation de la migration et à une intensification des contrôles quant aux mouvements migratoires.

Ce mémoire observe comment le processus de sécurisation de la migration, entamé dans les années 1980 en Inde, s'est opérationnalisé et a mené à l'adoption de mesures de contrôle tel que le mur construit dans la zone frontalière entre l'Inde et le Bangladesh afin de contrer l'arrivée de migrants bangladais indésirables. En utilisant la violence structurelle comme approche théorique, il démontre que le mur de la zone frontalière indo-bangladaise engendre non seulement de nombreuses répercussions négatives pour les migrants, mais aussi pour populations frontalières des deux pays. En effet, le mur pose les conditions pour empêcher les individus de se réaliser ou encore de survivre, en restreignant l'accès à certaines ressources essentielles et en augmentant de façon considérable les risques pour la sécurité physique des populations qui le traversent.

## **1. Introduction**

Malgré les apparences d'ouverture projetées par une ère dite de mondialisation, la libre circulation des personnes n'est pas encore permise et l'on assiste même à une intensification des contrôles migratoires (Shamir, 2005 ; Van Schendel, 2005 ; Boniface, 2006 ; Novosseloff et Neisse, 2007 ; Makaremi et Kobelinsky, 2008 ; Ballif et Rosière, 2009). Cependant, les mesures de contrôles accrues, qui s'inscrivent dans une stratégie de sécurisation de la migration, ne visent pas l'ensemble des migrants. Elles ont plutôt pour but de freiner l'arrivée de ceux que l'on qualifie d'indésirables, à savoir les populations les plus pauvres provenant en général des pays du Sud (Shamir, 2005 ; Le Cour Grandmaison, 2008 ; Beaulieu Guérette, 2010), qui sont considérées par les pays d'accueil comme une menace pour la sécurité.

Selon Bigo (1998, p.2), la sécurisation de la migration, qui permet de transformer la question migratoire en un enjeu de sécurité, trouve ses origines dans les peurs de la perte de contrôle du monde politique. Les États pour qui la mondialisation met le pouvoir souverain à rude épreuve en ce qui concerne entre autres les domaines économique et social, essaient de freiner la perte de pouvoir politique en mettant davantage l'accent sur leur rôle traditionnel, celui d'assurer la sécurité nationale (Crépeau et Nakache, 2006, p.4). Ainsi, les discours développés quant à la sécurité dépeignent la migration comme une menace d'invasion lente, mais certaine et transmettent, par le biais de métaphores, l'idée d'une migration massive et dangereuse pour la société d'accueil (Bigo, 1998, p.3). La migration est identifiée comme étant un phénomène prenant une ampleur considérable. Elle est décrite et perçue comme devenant incontrôlable, ce qui n'est pas le cas en réalité (Bigo, 1998). De plus, la migration est abordée dans la sphère publique comme un phénomène représentant un risque pour l'ordre économique, politique, moral et identitaire des États ou encore est reliée au crime, au terrorisme et à la violence (Shamir, 2005 ; Crépeau et Nakache, 2006 ; Cisneros, 2008 ; Le Cour Grandmaison, 2008 ; Beaulieu Guérette, 2010). Ces menaces, qui sont souvent définies publiquement comme des menaces d'origine externe, sont présentées comme ayant un impact sur l'État à partir de l'intérieur (Crépeau et Nakache, 2006, p.4).

Les dimensions de stigmatisation rassemblées dans le discours public participent à la construction de l'image négative du migrant indésirable (Bernardot, 2008, p.187). L'idée d'« identité » se retrouve portée par des mythes qui visent à nommer, classer, identifier et diviser entre le « Nous » (bon) et l'« Autre » (mauvais), ce dernier devenant un bouc émissaire (Bigo 1998, p.5). Les individus sont par conséquent regroupés sur la base d'une dangerosité (Bigo, 1998 ; Bernardot, 2008, p.185) et catégorisés et délégitimés par un discours essentialisant. Une distinction sociale s'effectue comme pour différencier « le bon grain de l'ivraie »<sup>1</sup> et le principe de mobilité repose donc désormais sur cette classification des individus et groupes selon qu'ils représentent une menace ou un risque (Shamir, 2005, p.200). Les représentations négatives des étrangers produites par les médias contribuent à exacerber l'importance et les risques de l'immigration dans l'imaginaire populaire (Beaulieu Guérette, 2010). L'exploitation de cette anxiété quant au risque pour la sécurité permet de justifier, aux yeux de l'opinion publique, l'adoption de mesures visant la relégation sociale et spatiale des étrangers indésirables.

Ces mesures sont nombreuses et comprennent, notamment : l'augmentation des détentions d'étrangers, la création de zones d'attente, les régimes de visas, les sanctions contre les transporteurs aériens, ferroviaires ou maritimes amenant sur le territoire des étrangers ne possédant pas la documentation requise, la techno-prévention ou technologie des contrôles accumulant de l'information servant à ficher les étrangers, la surveillance accrue des frontières par des gardes frontaliers, l'externalisation des contrôles par des mécanismes de coopération policière, etc. (Crépeau et Nakache, 2006 ; Broeders et Engbersen, 2007, p.1593 ; Rea, 2009, p.274-276 ; Klötgen, 2010, p.139-144). Ces mesures permettent aux États de renforcer le rôle de la frontière comme symbole traditionnel et tangible de la souveraineté nationale et comme reflet symbolique d'une distinction entre le « nous » et l'« autre » (Bigo 1998 ; Crépeau et Nakache, 2006, p. 4 ; Picouet et Renard, 2007, p.30 ; Bigo, 2009 ; Jones, 2009 b, p.301). Mais elles sont aussi des témoins cruciaux de la réussite et des limites de cette stratégie (Van Schendel, 2005, p.3). C'est donc à la

---

<sup>1</sup> Expression employée par Bernardot à l'égard des personnes internées dans des camps d'étrangers (Bernardot, 2008, p.185)

frontière que la stratégie de territorialité et la preuve de la souveraineté des États sont mises en scène (Van Schendel, 2005, p.9).

Le mur constitue une des nombreuses mesures de mise à l'écart des étrangers, et il participe donc pleinement à cette stratégie de la territorialité se manifestant à la frontière. Le mur permet de confirmer, réaffirmer ou spécifier la configuration spatiale et la morphologie, ce qui s'avère particulièrement utile lorsque les frontières sont floues. Il relève également de la pratique de la frontière et contribue au maintien de sa fonction de surveillance, de contrôle et de filtrage (Picouet et Renard, 2007, p.28-29-30). Le mur se dresse donc généralement comme une mesure architecturale servant ces fonctions, mais il peut devenir un élément de contrôle autant social que physique. Il concourt, avec le processus de sécurisation l'entourant, à changer la perception par rapport à ceux qui le franchissent. Ainsi, le mur définit l'acceptable et l'inacceptable, le légal et l'illégal, le régulier et l'irrégulier, la sécurité et la menace et positionne même ce qui provient de l'extérieur comme « envahisseur » et de l'intérieur comme « victime » (Brown, 2009, p.191). Il peut de plus être érigé afin de contenir une population en entier et contribue de cette façon à la formation d'« hyper-ghettos <sup>2</sup> ». Le mur résulte donc du processus de sécurisation, mais est aussi un instrument de ce dernier. Depuis la chute du mur de Berlin en 1989, plusieurs murs sont restés alors que d'autres ont été érigés. Ballif et Rosière (2009) en dénombrent près d'une quarantaine dans le monde, incluant par exemple, le mur divisant l'île de Chypre, la bande de Gaza, le mur séparant les États-Unis et le Mexique, l'Espagne et le Maroc, les « Peacelines » de Belfast, etc.

Le mur entraîne des effets pervers et des conséquences violentes pour les migrants irréguliers et les populations frontalières. Le mur séparant les États-Unis et le Mexique témoigne bien de cette situation : des centaines de noms sont inscrits du côté mexicain en mémoire des gens morts dans leur tentative de franchir la frontière (Shamir, 2005, p.204 ; Novosseloff et Neisse, 2007, p.124). En outre, en 2003, lors de l'assaut des grillages de Melilla par des citoyens africains, plusieurs migrants ont trouvé la mort ou ont

---

<sup>2</sup> Comme l'explique Shamir (2005, p.205), l'hyper-ghetto indique un changement d'échelle. Alors que généralement le ghetto désigne un milieu urbain, l'hyper-ghetto pour sa part combine à la fois les zones urbaines et rurales, pour parfois même englober un territoire national souverain.

subi des sévices corporels graves : beaucoup ont laissé des lambeaux de peau sur les grillages de barbelés et se sont fracturé des membres en tombant de l'autre côté, alors qu'ils recevaient des balles de caoutchouc et de plomb, et se faisaient rouer de coups (Sánchez, 2005, p.67). Or, malgré ces conséquences violentes, il a été démontré à plusieurs reprises que le mur est d'une efficacité discutable quant à sa fonction de blocage. En d'autres mots, le mur ne réussit que modérément à endiguer le flux migratoire alors que le renforcement de son étanchéité (matériel ou par l'usage de forces militaires ou de sécurité) inciterait les migrants à trouver de nouveaux circuits, rendant leur périple encore plus périlleux. Contraints à trouver de nouvelles routes, ces derniers seraient plus enclins à se tourner vers des moyens irréguliers de migrer fragilisant ainsi davantage leur situation. (Andreas, 2003, p.110 ; Inda, 2006, p.130-131 ; Crépeau et Nakache, 2006, p.4 ; Nakache et Crépeau, 2007, p.229 ; Novosseloff et Neisse, 2007, p.26 ; Brown, 2009, p.51-52 ; Jones, 2009 b, p.300 ; Clochard, 2010, p.111 ; Hammond, 2011, p.754-755 ; Levy, 2011). Les migrants se retrouvent alors dans une position de grande vulnérabilité et sont soumis aux aléas du périple. Le mur a aussi des effets négatifs sur les populations frontalières alors qu'il influence l'exercice des activités journalières. Par exemple, il peut contribuer à la désorganisation de certaines activités économiques pour ceux qui possèdent des terres de l'autre côté et dont l'exploitation est rendue difficile, voire impossible (Van Schendel, 2005, p.215 ; Novosseloff et Neisse, 2007, p.24 ; HRW, 2010). Le commerce et les échanges avec les localités se trouvant à proximité sont aussi rendus très complexes, voire impraticables, ce qui fait en sorte que les gens doivent se déplacer plus loin à l'intérieur de l'État pour pouvoir subvenir à leurs besoins (Novosseloff et Neisse, 2007 ; McDuie-Ra, 2012, p.179). Cette situation entraîne évidemment des conséquences importantes sur les moyens de subsistance et contribue à précariser les conditions de vie de beaucoup d'individus. En définitive, les impacts (physiques, sociologiques, psychologiques, économiques) de la présence d'un mur s'avèrent souvent très violents envers les migrants et les populations frontalières. Certains impacts sont manifestement visibles et plus directs, tandis que certaines conséquences du mur semblent plutôt relever d'une violence structurelle, qui, bien qu'elle ne cause pas directement de sévices corporels ou la mort, crée des conditions visant à empêcher les individus de pleinement subvenir à leurs besoins ou encore de survivre (Galtung, 1996, p.198).

Les recherches ont largement documenté le processus de sécurisation de la migration dans les pays du Nord, mais un phénomène similaire dans certains pays du Sud existe et il est encore très peu abordé dans la littérature. Ainsi, la formulation de la menace migratoire, la fabrication de l'image de l'autre et l'adoption de mesures pour le mettre à l'écart se manifestent également lorsqu'il est question de la migration Sud/Sud. Les murs sont d'ailleurs plus fréquents dans les États du Sud global ; prenant souvent la forme de grillages ou de barbelés, ils sont moins onéreux à bâtir (Ballif et Rosière, 2009, p.197).

En Inde par exemple, une catégorisation visant les migrants dits « illégaux » provenant du Bangladesh s'opère depuis les années 1980. Ces migrants sont perçus et décrits comme des envahisseurs et des agents d'infiltration (Josy, 2006 ; Van Schendel, 2005, p.195), mais aussi comme un risque de pression économique et de transformation démographique pouvant provoquer un déséquilibre important de l'État indien (Josy, 2006 ; Van Schendel, 2005, p.195-198). Ils sont fréquemment associés au terrorisme, et sont donc présentés comme un danger pour la sécurité nationale de l'Inde. En tant que pays émergent, l'implication de l'Inde dans la guerre mondiale contre le terrorisme devient le symbole de la bataille entre le monde moderne civilisé et les terroristes cherchant à détruire le système (Jones, 2009, p.291). Dans cette guerre mondiale, l'ennemi à combattre est décrit comme l'« autre », le mal, le musulman et le prémoderne violent (Jones, 2009). Cette rhétorique est adoptée afin de justifier des pratiques d'exclusion des migrants bangladais indésirables, dont la construction d'un mur à environ 150 mètres à l'intérieur du territoire indien suivant le tracé de la frontière politique entre l'Inde et le Bangladesh (voir annexe 4, p.53)

Dans cette région du monde, où la migration a historiquement fait partie de la vie quotidienne et où les relations semblent relativement amicales entre les deux pays, quels sont les facteurs à l'origine de la montée de la sécurisation de la migration? Comment s'opérationnalise ce processus de sécurisation et de quelle façon les mesures de mise à l'écart des migrants indésirables s'appliquent-elles dans le contexte de migration du Bangladesh vers l'Inde? Enfin, quels sont les impacts du mur construit à la frontière politique entre les deux pays sur les personnes concernées? Ce mémoire vise précisément à répondre à ces questions de recherche.

Dans un premier temps, la migration du Bangladesh vers l'Inde sera abordée d'un point de vue historique et sera expliquée dans le contexte sud-asiatique, une région en continuel mouvement où des vagues de migration massive ont eu lieu dans le passé (soit en 1947 et 1971). Ensuite, nous expliquerons comment le processus de sécurisation de la migration et de mise à l'écart des migrants bangladais indésirables s'opérationnalise dans cette région du monde, où un mur ayant pour but d'empêcher la libre circulation des migrants et de la population frontalière se construit à 150 mètres à l'intérieur de l'Inde en suivant le parcours de la frontière indo-bangladaise. Enfin, nous analyserons les impacts du mur sur les populations concernées (migrants bangladais et populations frontalières). Nous démontrerons que le mur est une mesure violente qui entraîne des conséquences économiques, sociales et physiques graves non seulement sur les migrants, mais aussi sur les populations frontalières indiennes et bangladeses. Ainsi, alors que la frontière était auparavant fluide, le mur qui s'érige entre l'Inde et le Bangladesh témoigne d'une injustice sociale envers les personnes concernées.

Le mur se trouvant dans la zone frontalière indo-bangladaise est un sujet qui a déjà quelque peu été abordé dans la littérature (Jones, 2012, 2009 ; HRW, 2010 ; Van Schendel, 2005), mais celle-ci demeure limitée sur le sujet. Les travaux existants discutent entre autres du processus indien de sécurisation de la migration, qui a pour conséquence de stigmatiser les migrants bangladais indésirables et du même coup la population indienne qui partage les caractéristiques physiques et culturelles de ces migrants. Les recherches se concentrent principalement sur les discours d'exclusion, en lien avec le combat contre le terrorisme, qui génèrent un sentiment d'hostilité envers ces populations et qui contribuent à l'instauration d'un espace d'exception<sup>3</sup> dans la zone frontalière. Ainsi, les études existantes portent principalement sur les abus perpétrés par les gardes frontaliers indiens de *l'Indian Border*

---

<sup>3</sup> Selon Agamben (1998, p.169) « [the] state of exception, which was essentially a temporary suspension of the rule of law on the basis of a factual state of danger, is now given a permanent spatial arrangement, which as such nevertheless remains outside the normal order ». Selon Salter (2008, p.365), « [l]es procédures gouvernementales de contrôle à la frontière permettent d'institutionnaliser un état d'exception permanent à cet endroit qui permet de concevoir l'espace légal de souveraineté territoriale. Chaque individu effectuant un mouvement transfrontalier est donc dénué de ses droits, car complètement soumis à l'autorité de l'État (Jones, 2012, p.127-128 ; Salter, 2008).

*Security Force* (BSF) envers ces individus lorsqu'ils entrent dans la zone (harcèlement, enlèvement, meurtre, etc.) (Jones, 2012). L'analyse fournie dans ce mémoire souhaite approfondir les effets du mur sur les populations frontalières et les migrants, en observant la question, non pas à partir du concept de l'état d'exception, mais en utilisant le concept de la « violence structurelle ». Ce terme, utilisé pour la première fois par Galtung (1969), désigne un type de violence occasionné indirectement par des structures, des systèmes ou encore des institutions de la société. Dans le cas du mur, par exemple, nous allons démontrer qu'il constitue une violence indirecte dans le sens où, instauré par l'État, il a pour résultat d'entraver la circulation, causant ainsi de graves préjudices aux populations frontalières en ce qui a trait aux domaines social et économique, en plus d'exposer les individus qui le traversent à des risques importants de blessure ou de mortalité. Il pose par conséquent les conditions pour empêcher les individus de se réaliser ou encore de survivre (Galtung, 1996, p.198).

## **2. Contexte géographique, historique et sociopolitique des migrations au Bengale**

Les migrations dans le delta du Bengale furent nombreuses et constantes à travers le temps. La région en perpétuel mouvement a vu plusieurs civilisations s'installer et léguer de fortes influences. Dans ce chapitre, il sera démontré que la création de nouveaux États modernes et l'exercice de leur pouvoir étatique, dans des frontières bien circonscrites, contreviennent à la tradition de libre circulation de la région. Il est essentiel en premier lieu d'expliquer la situation géographique du Bengale, car elle joue un rôle important dans le contexte historique des migrations du sous-continent indien et dans la vision (et conception) des frontières. Deuxièmement, l'établissement des nouvelles frontières politiques, lors de la Partition de l'Inde britannique en 1947 et de la guerre de Libération du Bangladesh en 1971, sera abordé afin de démontrer dans quelle mesure ces frontières changent la donne et affectent les paramètres politiques et sociaux de la région.

### **2.1 Le contexte géographique du delta du Bengale : facteurs de mobilité**

Le delta du Bengale est une zone géographique située au pied de l'Himalaya, au nord-est du sous-continent indien, surplombant la baie du Bengale. Le delta correspond approximativement à ce qu'est à présent la République populaire du Bangladesh et le Bengale-Occidental, État du nord-est de l'Inde. Le Bangladesh est aujourd'hui bordé par cinq États indiens : le Bengale-Occidental à l'ouest, le Meghalaya au nord, l'Assam au nord-est, Tripura et le Mizoram à l'est (voir annexe 1, carte politique 1.4, p.45). Il partage une frontière avec la Birmanie, mais la majorité de sa frontière est partagée avec l'Inde (plus de 4000 km)<sup>4</sup>. La région est traversée par des fleuves et rivières majeurs chevauchant la plupart du temps les deux États souverains. L'eau glacée provenant de la fonte annuelle des neiges de l'Himalaya – qui nourrit plusieurs cours d'eau — transporte des sédiments formant ainsi des rivières qui se jettent dans la mer. Ces sédiments se déposent lorsque les rivières atteignent les plaines et ralentissent leur cours, ce qui contribue à la formation d'un des

---

<sup>4</sup> Il est difficile de déterminer la longueur exacte de la frontière. Il n'y a pas de source officielle sur le sujet et les données disponibles sont donc toujours des approximations.

deltas les plus vastes au monde (les eaux du Gange, du Brahmapoutre et du Meghna s'y rejoignent) (Lal Chakraborty, 2006, p.119 ; Van Schendel, 2009). Dans cette région, les fréquentes crues des eaux et les inondations — surtout dans la partie orientale, c'est-à-dire le Bangladesh — peuvent aussi être provoquées par les pluies torrentielles de la mousson qui s'étend de mai à octobre (Van Schendel, 2009, p.4). La faible élévation au-dessus du niveau de la mer (moins de trois mètres) expose de plus cette zone aux vagues déferlantes causées par les cyclones tropicaux (Van Schendel, 2009, p.5-6.).

Le Bengale est donc sujet aux intempéries et est dépendant des forces de la nature qui façonnent son environnement et exercent une influence énorme sur la vie humaine (Van Schendel, 2009, p.4). Les gens habitant dans le delta vivent dans un environnement où la terre et l'eau se rencontrent et où les frontières entre ces éléments sont en constante évolution (Van Schendel, 2009, p.9). Par exemple, des îles formées par le transport de sédiments — appelées *chars* — sont en constant état de formation et d'érosion (elles apparaissent et disparaissent) et sont donc instables (USAID, 2003, p.1 ; Van Schendel, 2005, p.61 ; Lal Chakraborty, 2006, p.119 ; Pattanaik, 2011, p.747). Les populations qui y vivent sont fortement mobiles, car elles doivent s'adapter en migrant lorsque les parcelles de terre disparaissent (USAID, 2003, p.1). D'autre part, « [I]ors de la formation du delta, des cours d'eau sont nés et ont changé à différentes reprises de lit » (Lal Chakraborty, 2006, p.119). Conséquemment, les formes de peuplements ont toujours été flexibles et souvent transitoires ; alors que la topographie change, les populations sont souvent contraintes à se déplacer et à s'établir ailleurs (Van Schendel, 2009, p.9-10).

Comme nous allons le démontrer dans la partie suivante, c'est entre autres pour ces raisons que les frontières fixes créées à partir de 1947 ne sont pas adaptées à la réalité du terrain (Van Schendel, 2005, p.59).

## **2.2 Naissance des nouvelles frontières internationales : de la Partition de 1947 à la création du Bangladesh (1971)**

L'histoire des peuplements du delta du Bengale, qui est aujourd'hui l'une des régions les plus peuplées du monde, s'étend sur plusieurs millénaires. La région fut occupée par plusieurs sociétés et s'est trouvée sur les grandes routes commerciales maritimes dès l'antiquité. À travers ces époques, le Bengale fut exposé à diverses influences qui ont contribué à former des divisions et des frontières (Eaton, 1993 ; Van Schendel, 2009, p.24). Toutefois, c'est à partir de la Partition de l'Inde britannique en 1947, lors de la création des nouvelles frontières politiques, que le contexte des migrations change.

L'Inde britannique (voir annexe 1, carte politique 1.1, p.42) a vu le jour en 1858, alors que la Compagnie des Indes orientales qui en assurait l'administration depuis 1764 transfère l'autorité à la couronne anglaise (Berthod, 2008, p.10 ; Van Schendel, 2009, p.56). À cette époque, mais plus particulièrement à partir de 1905 où une première division de la province est effectuée, les divisions communautaires (entre « musulmans » et « hindous ») favorisées par le régime colonial anglais se renforcent (Berthod, 2008, p.12). Peu de temps après la famine de 1943-44, le système social et politique de l'Inde britannique éclate (Van Schendel, 2009, p.88). Plusieurs facteurs sont alors impliqués : une rivalité grandissante entre les catégories politiques (« musulmans » versus « hindous »), les révoltes basées sur les classes dans les régions rurales et la décision des suzerains britanniques de se retirer de la colonie (Van Schendel, 2009, p.88). En 1947, six semaines avant le retrait de l'Empire britannique, la *Bengal Boundary Commission* ayant pour mandat de départager le territoire de la colonie est créée par le vice-roi de l'Inde qui mandate Sir Cyril Radcliffe pour la présider (Jones, 2012, p.129 ; Van Schendel, 2009, p.95 ; Afsar, 2008, p.3 ; Van Schendel, 2005, p.38). C'est la fin de l'Inde coloniale qui marque donc le début de l'existence de deux États indépendants, l'Inde et le Pakistan, et la création des frontières internationales sectionnant la région pour les former. Le Pakistan est alors divisé en deux, le Pakistan occidental et oriental (le dernier devenant la République populaire du Bangladesh en 1971).

La détermination de l'emplacement de ces nouvelles frontières s'avère toutefois être un processus complexe et tumultueux en raison du temps limité et du caractère vague du mandat de la Commission. Le vice-roi donne comme directives de délimiter les frontières des deux parties du Bengale en déterminant des zones contiguës habitées par des musulmans et des non-musulmans (Van Schendel, 2005, p.39 ; Pattanaik, 2011, p.745). Le Pakistan servirait alors de foyer aux musulmans et l'Inde serait patrie pour les autres (Van Schendel, 2005, p.40). Les termes n'étant pas clairement définis, les décisions de la Commission quant au tracé sont tout d'abord basées en grande partie sur les *thanas*<sup>5</sup>, des subdivisions de régions administratives appelées *districts* (Van Schendel, 2005, p.40 ; Pattanaik, 2011, p.745). Cependant, une deuxième vague d'instructions, rendant la mission encore plus floue, laisse la Commission entièrement responsable de déterminer d'« autres facteurs » à prendre en considération sans toutefois fournir plus de précisions sur leur nature. Les membres de la Commission ne pouvant s'entendre sur la meilleure façon de diviser le Bengale laissent ainsi l'entière responsabilité au président Radcliffe de dessiner les frontières.

Au départ, les lignes tracées par Radcliffe ne semblent correspondre à rien de concret sur le terrain et manquent par conséquent de cohérence : « The new border was anything but a straight line; it snaked through the countryside in a wacky zigzag pattern. It showed no respect for history and cut through numerous ancient geographic antities [...] » (Van Schendel, 2005, p.54). Les nouvelles lignes suivent d'anciennes frontières séparant les unités administratives coloniales, mais d'autres suivent une voie ferrée ou encore le cours des rivières (Van Schendel, 2005, p.56). Elles traversent des zones, qui auparavant se trouvaient à des kilomètres d'une frontière internationale et sectionnent dorénavant des villages et des régions en deux en créant par le fait même une division sociale (Jones, 2009a, p.883, 2012, p.129 ; Van Schendel, 2005, p.118). Lors du retrait complet de l'Empire britannique, les autorités en place après la décolonisation héritent de la tâche ardue d'établir concrètement la

---

<sup>5</sup> Le Bangladesh est divisé en 7 régions administratives que l'on appelle des divisions. Ces divisions sont ensuite divisées en districts, qui à leur tour sont subdivisés en *Upazilas et en Thanas* (divisions administratives inférieures). Ce qui devait être défini comme une zone pouvait donc potentiellement se baser sur divers niveaux de divisions administratives, mais le choix s'est arrêté sur un niveau de division administratif inférieur. Même si une plus petite division administrative avait de meilleures chances de contenir une population homogène de même confession, par exemple une population à majorité musulmane, plusieurs d'entre elles contenaient des circonscriptions dont la majorité de la population était d'une autre confession.

frontière sur le terrain (Van Schendel, 2005, p. 56). Cependant, la réalité géographique du terrain engendre des différends territoriaux et rend difficile — voire impossible — pour les deux États la tâche de s'entendre sur l'emplacement exact de la frontière entre leurs territoires.

Les événements de 1947 donnent lieu à un échange massif de populations, mais le processus est long et compliqué (Van Schendel, 2009, p.100-101). Dans les semaines suivant la Partition de l'Inde britannique, les informations sur la décision de la *Bengal Boundary Commission* concernant les nouvelles frontières (voir annexe 1, carte politique 1.2, p.43) se répandent, déclenchant le déplacement de millions de personnes de l'Inde vers le Pakistan, et vice-versa, afin de fuir les hostilités (Ludden, 2002, p.226 ; Van Schendel, 2005, p.49). Le changement d'atmosphère est palpable et ayant le sentiment de ne pas être protégés par les autorités pakistanaises, de nombreux hindous au Pakistan oriental ne voient pas d'autre choix que de quitter leur propriété et leur patrie pour s'établir en Inde. À l'inverse, de nombreux musulmans provenant du Nord et de l'Est de l'Inde s'établissent pour les mêmes raisons au Pakistan (Van Schendel, 2009, p.131). La Partition de 1947 entraîne donc des vagues de migration massives et un bouleversement démographique important (Van Schendel, 2009, p 131).

La guerre de Libération de 1971, alors que le Pakistan oriental se sépare du Pakistan, marque la dernière étape dans la formation des frontières internationales avec la création de la République populaire du Bangladesh. La dominance de l'Ouest quant à la langue et la politique, et les écarts économiques ont joué un rôle prépondérant dans la marche vers l'indépendance du Bangladesh (Berthod, 2008, p.66 ; Van Schendel, 2009, p.131). Lorsque des fonctionnaires en provenance de la partie ouest tentent d'imposer l'ourdou comme langue officielle au Pakistan oriental, où le Bengali est principalement parlé, ils provoquent une vive opposition (Ludden, 2002, p.231 ; Berthod, 2008, p.117). Plusieurs conflits et répressions s'ensuivent. En 1971, la *Ligue Awami*, parti national au Pakistan oriental créé afin de mieux représenter les Bengalis par rapport au pouvoir détenu en majorité par l'Ouest (Ludden, 2002, p.232), déclare l'indépendance, ce qui déclenche une guerre sanglante. Le Bangladesh devient un État indépendant en décembre 1971 (voir annexe 1, carte politique

1.3, p.44), mais la violence du conflit occasionne toutefois un exode vers l'Inde (Datta, 2013, p.18).

Au lendemain de l'indépendance du Bangladesh, même si les relations entre l'Inde et le nouvel État sont relativement bonnes, les différends et les tensions qui existaient entre l'Inde et le Pakistan à propos de la démarcation de la frontière ne disparaissent pas (Afsar, 2008, p.3 ; Talbot et Singh, 2009, p.23 ; Pattanaik, 2011, p.746). Bien que l'Inde reconnaisse l'indépendance du Bangladesh et travaille activement à la normalisation de la frontière, la délimitation définitive reste inachevée puisque tous les différends frontaliers ne sont pas encore réglés (Van Schendel, 2005, p. 69).

### **2.3 Conclusion**

La Partition de 1947 est venue diviser une région en mouvement depuis des millénaires. La création de frontières fixes, dessinées de façon arbitraire, et apposée à cette région en continuel mouvement, a entraîné une nouvelle réalité géopolitique et sociale. Les migrations de populations n'ont pas cessé malgré l'apparition d'une division territoriale sur papier. Or, ces mouvements incessants et incontrôlables viennent remettre en question la légitimité et le réel pouvoir des nouveaux États. De plus, l'ambiguïté du tracé des frontières mine leur cohérence et alimente par conséquent les tensions entre les pays. Tranquillement, alors que les États tentent de démontrer et d'affirmer leur nouvelle souveraineté, la migration devient une entrave à cet exercice et par conséquent est posée comme un problème de sécurité.

### **3. Le processus de sécurisation de la migration par l'État indien et l'adoption de mesures de mise à l'écart : l'exemple du mur entre l'Inde et le Bangladesh**

Avant la Partition de 1947, l'Inde britannique est considérée comme partie intégrante du sous-continent, ayant en commun avec les autres États de la région une même culture et histoire (voir annexe 1, carte politique 1.1, p.42) (Ludden, 2002, p.225). Après la Partition, l'essence de la nationalité indienne change : plutôt que de rattacher la nationalité aux populations partageant une culture et une histoire communes, on la rattache désormais à des territoires bien ancrés et à des frontières géographiques bien définies. Les populations sont conséquemment recatégorisées en tant que « Pakistanais », « Indiens » (Van Schendel, 2009, p.103) et plus tard « Bangladais », et la migration de ces populations commence alors à jouer un rôle déterminant dans la formation des nouveaux États. Dans ce chapitre, nous démontrons que la migration du Bangladesh vers l'Inde représente un enjeu majeur pour l'État indien en ce qui concerne l'exercice de sa souveraineté territoriale. En premier lieu, afin de bien concevoir le rôle de la migration pour l'État indien, les raisons menant à la sécurisation de la migration en Inde sont explorées. Ensuite, la montée de la sécurisation en Inde est abordée afin de démontrer l'importance qu'a pris le phénomène migratoire dans les stratégies politiques visant à renforcer la souveraineté indienne et à gagner du capital politique. Enfin, l'opérationnalisation de ce processus par l'élaboration d'un discours essentialiste délégitimant les migrants est exposée afin de voir comment ce dernier mène à l'adoption de mesures de contrôle et de mise à l'écart des migrants, dont la manifestation la plus tangible est le mur érigé par l'Inde dans sa zone frontalière avec le Bangladesh.

#### **3.1 La migration du Bangladesh vers l'Inde et son importance dans le processus de formation de l'État indien**

Lorsque les nouveaux États sont en processus de formation, leur légitimité et leur cohérence dépendent de leur capacité à faire reconnaître leur souveraineté sur un territoire clos et délimité (Jones, 2009a, p.882). La frontière et la migration tiennent par conséquent un rôle primordial dans ce processus. La frontière délimite l'espace de gouvernance ; elle est le tracé entourant une unité spatiale fixe de souveraineté et servant de cadre pour contenir la

nation. Afin de légitimer sa souveraineté, l'État doit « mettre en scène » la frontière et faire preuve de contrôle par rapport à ce qui entre et sort de son espace de gouvernance (Jones, 2009a, p.882). La perception d'une légitimité de l'État passe donc par une bonne gestion de la frontière. Les nouveaux États revendiquent alors l'autorité sur le mouvement de leurs citoyens en instaurant une réglementation permanente sur les mouvements transfrontaliers des personnes (Van Schendel, 2005, 191) ; la traversée de la zone frontière devient une action politique très significative en ce qui a trait à l'exercice et la démonstration du pouvoir souverain (Datta, 2013, p.19). Pour l'État indien, l'exercice d'un contrôle efficace à la frontière indo-bangladaise peut se révéler complexe.

Il est difficile d'évaluer la nature et l'ampleur de la migration du Bangladesh vers l'Inde, et donc de dresser un portrait précis de la situation. L'Inde connaît des épisodes de migration massive à sa frontière orientale, tout d'abord en 1947 lors de sa création en tant qu'État indépendant, et ensuite lors de la formation du Bangladesh en 1971. De la période postcoloniale jusqu'à aujourd'hui, outre les migrations déclenchées par ces deux événements et malgré l'apparition d'une frontière internationale, les mouvements migratoires du Bangladesh vers l'Inde demeurent constants et prennent diverses formes. Ils sont motivés par différents facteurs économiques, environnementaux, politiques et sociaux, qui s'additionnent et interagissent tels que : la pauvreté endémique, l'échec des politiques publiques et de développement, les catastrophes environnementales et sanitaires, les conflits armés, les grands bouleversements<sup>6</sup>, les changements dans les cycles agricoles, etc. (Samaddar, 1999, p.26). Les migrants sont donc, pour la plupart, les travailleurs pauvres des villes et des campagnes, souvent sans terre ou sans logement, en quête d'opportunités d'emploi et de meilleures conditions de vie. (Gillan, 2002, p.76). Les mouvements transfrontaliers se produisent quotidiennement et prennent différentes formes : circulation journalière pour le travail, tradition de migration saisonnière dans certaines régions (Samaddar, 1999, p.30 ; Kartiki, 2011, p.29), trafic de femmes et d'enfants bangladais (Samaddar, 1999, p. 40 ; Afsar, 2008, p.3), migration circulaire (Afsar, 2008, p.3). Les mouvements et les interactions transfrontalières font de plus partie du quotidien des populations habitant les villages en

---

<sup>6</sup> Des épisodes de violences communautaires contribuent à déclencher des mouvements de migration transfrontalière.

bordure de la frontière. La migration est en conséquence inévitable et chose courante dans la région.

Les mesures adoptées par l'État indien afin d'exercer un contrôle sur les mouvements migratoires transfrontaliers se révèlent inefficaces. Bien qu'un système de visas et de passeports soit mis en place assez tôt, ces documents sont peu utilisés par les personnes traversant la frontière, qui ont longtemps ignoré les règles établies (Rahman et Van Schendel, 2003, p.557). En effet, les nouveaux citoyens indiens et bangladais partagent peu les notions rigides de territorialité, d'identité nationale, ainsi que le caractère sacré et la légitimité des frontières internationales mises de l'avant par leurs États respectifs (Gillan, 2002, p.73 ; Upadhyaya, 2006, p.19 ; Pattanaik, 2011, p.745). Cela s'explique par les nombreuses similarités linguistiques, culturelles, et économiques entre les habitants de la région. Et parfois même, les membres d'une même famille se retrouvent de part et d'autre de la frontière (Gillan, 2002, p.73 ; Ramachandran, 2005, p.4 ; Ghosh, 2011, p.58). De plus, la frontière entre l'Inde et le Bangladesh traverse un terrain considérablement accidenté. Son parcours se dessine tantôt à travers la jungle, tantôt à travers des plaines, des rives et des basses terres, ce qui la rend parfois difficile à gérer et commodément poreuse (Das, 2008, p.369). Finalement, la longue absence d'un système d'identification et d'enregistrement des citoyens indiens empêche aussi un suivi efficace des mouvements transfrontaliers, qui par conséquent n'ont jamais réellement été enregistrés (Gillan, 2002, p.75 ; Rahman et Van Schendel, 2003, p.557 ; Van Schendel, 2005, p.124 ; Upadhyaya, 2006, p.20). L'imprécision, mais aussi le manque de statistiques sur l'ampleur de la migration du Bangladesh vers l'Inde depuis la décolonisation sont liés à cette difficulté à clairement identifier les migrants et la nature des mouvements (Gillan, 2002, p.75). En outre, le Bangladesh nie de son côté les mouvements transfrontaliers irréguliers de ses citoyens (Ghosh, 1993, p.699 ; Gillan, 2002, p.75 ; Afsar, 2008, p.2-4 ; Ramachandran, 2005, p.2), si bien qu'il est impossible d'avoir une idée précise de l'ampleur des mouvements migratoires depuis le Bangladesh vers l'Inde. En somme, l'inefficacité des contrôles frontaliers et la constance de la migration transfrontalière rendent l'exercice de la souveraineté indienne problématique. C'est pourquoi on assiste alors progressivement à un durcissement des politiques indiennes envers les migrants bangladais.

C'est au moment où la tension monte au Pakistan oriental et que la guerre de Libération du Bangladesh de 1971 pousse des millions de personnes à traverser la frontière pour se réfugier en Inde que s'opère un durcissement très net des politiques indiennes. À cette époque, contrairement à la période post-partition de 1947 où l'échange des populations se faisait dans un esprit d'accueil, l'Inde, qui est un État souverain depuis 24 ans, cherche à affirmer son pouvoir étatique : dans ce contexte, l'arrivée massive (et spontanée) de migrants bangladais est perçue comme une « violation » de son territoire (Datta, 2013, p.19). Les migrants bangladais qui parviennent à demeurer en Inde malgré les nombreuses vagues de déportation (Josy, 2006, p.10 ; Upadhyaya, 2006, p.20) sont strictement traités comme des « étrangers » par le gouvernement indien, se voyant ainsi refuser toute possibilité de demander la citoyenneté indienne (Datta, 2013, p.83). Comme l'explique Samaddar (1999, p.45) : « For, possibly, at no time in the history of our region at least, migration has been so closely linked to the issue of power, security and destiny of a state. Herein lies the rub: Migration is no longer simply an issue of demography or labour economics, it is now perceived as an issue concerning or threatening a nation's survival/consolidation. » C'est à cette époque qu'est signé l'accord Indira-Mujib (Indira-Mujib Pact, 1974), qui mentionne : « Bangladesh would not be held responsible for persons who had illegally migrated to India before the birth of the new Republic prior to March 25, 1971 » (Van Schendel, 2005, p.219). Par cet accord, le gouvernement indien inscrit officiellement 1971 comme l'année limite après laquelle toute forme de migration transfrontalière en provenance du Bangladesh sera considérée comme « illégale ». De nombreux mouvements transfrontaliers deviennent alors suspects (même s'ils sont légaux, ils sont parfois classés comme illégaux) (Ramachandran, 2005, p.4). Ce changement de perception envers les migrants fournit l'opportunité à certains partis politiques de transformer la migration en question de sécurité à des fins stratégiques, entraînant ainsi une montée de la sécurisation de la migration en Inde.

### **3.2 Les origines et la montée de la sécurisation de la migration bangladaise par l'État indien**

Vers la fin des années 1970, alors que le nombre d'immigrants « illégaux » en provenance du Bangladesh augmente, les divers groupes ethniques, particulièrement dans les

États du Nord-Est de l'Inde, se sentent « envahis » (Van Schendel, 2005, p.196 ; Upadhyaya, 2006, p.23 ; Datta, 2013, p.9). Les Assamais, entre autres, craignent d'être réduits à une minorité à cause de l'affluence incessante d'étrangers bangladais parlant bengali (Upadhyaya, 2006, p.23). Une forte croissance de la population due à l'immigration fait de plus planer le spectre d'un déséquilibre économique et d'une pression sur les ressources rares. L'appréhension d'un appauvrissement et d'une réduction des opportunités d'emplois pour les citoyens « légitimes », engendrée par l'affluence d'une main-d'œuvre bon marché, génère des tensions (Samaddar, 1999, p.43 ; Gillan, 2002, p.79 ; Van Schendel, 2005, p.194 ; Upadhyaya, 2006, p.23-24). Dans ces États, des organisations anti-bengalis sont créées et ces dernières orchestrent des protestations locales, parfois très violentes, voire meurtrières, contre les immigrants bangladais (Van Schendel, 2005, p.195 ; Josy, 2006).

Cette agitation entourant la question migratoire et les événements tragiques survenus dans les États du Nord-Est fournissent une opportunité pour les partis politiques indiens, principalement le Bharatiya Janata Party (BJP), d'exploiter le spectre des migrants « illégaux » afin de gagner du capital politique sur la scène nationale (Ogden, 2009, p.226 ; Upadhyaya, 2006, p.23). La migration transfrontalière est alors peu à peu incorporée dans les discours nationalistes et elle permet à une nouvelle droite politique, radicale, d'émerger (Samaddar, 1999, p.43 ; Ramachandran, 2005, p.13). Cette dernière tire avantage des données floues autour de la migration transfrontière pour mettre en place un discours alarmiste, profondément anti-immigrant (Gillan, 2002, p.75 ; Datta, 2013, p.9). Dans les années 1980, dans la foulée des événements, le BJP, en association avec des organisations nationalistes hindoues, tente de façon constante d'attirer l'attention sur la question de l'immigration bangladaise en Inde (Gillan, 2002, p.77 ; Upadhyaya, 2006, p.24). Il accuse le parti du Congrès alors au pouvoir de fermer les yeux sur l'immigration irrégulière. Il se propulse au pouvoir grâce à son discours anti-immigration. En faisant appel au sentiment nationaliste hindou, le BJP accède peu à peu au parlement en remportant des sièges lors des élections nationales (Ogden, 2009, p.226). C'est dans ce contexte que la migration se voit transformée en question de sécurité. Le BJP développe un discours plus élargi, c'est-à-dire un discours allant au-delà de la simple question de sécurité, en qualifiant entre autres la situation de « crise nationale », et cherche de cette façon à se positionner comme étant le seul

parti en mesure d'assurer la « stabilité » et la « sécurité nationale » (Gillan, 2002, p.78). En 1992-93, le BJP lance une campagne de propagande à l'échelle nationale sur le thème de la migration « illégale » de masse et de la dispersion des citoyens bangladais sur le territoire indien (Gillan, 2002, p.77). Dans ses discours, il prend des positions extrêmes quant à la sécurité nationale et la défense de l'intégrité du territoire indien et s'efforce de générer l'impression d'une « inondation » sans précédent, d'une vague de personnes jugées indésirables risquant avec le temps de provoquer une perte de contrôle totale et de rendre la situation impossible à gérer (Gillan, 2002, p. 78-83). De plus, les campagnes anti-migrants se concentrent sur la composition ethnique ou religieuse des « étrangers ». Elles présentent les Bangladais comme une menace à la cohésion de la société hindoue et à l'intégrité territoriale de la nation, et elles mettent l'accent sur leur prétendue incompatibilité avec l'identité nationale distincte et homogène (Gillan, 2002, p.74-83 ; Van Schendel, 2005, p.197).

Les années 1980-90 marquent ainsi la montée d'une politique communautariste, alors que le BJP critique le parti du Congrès, qui domine la scène politique depuis des décennies, pour ce qu'il considère comme du « pseudo-sécularisme » (Racine, 2002, p.25 ; Ogden, 2009, p.225). Le BJP accuse le Congrès d'accorder des privilèges spécifiques à des minorités, particulièrement les musulmans, et par conséquent de discriminer les Hindous<sup>7</sup> (Racine, 2002, p.25 ; Ogden, 2012, p.23). Une philosophie nationaliste *Hindutva*<sup>8</sup> émerge alors en réaction au caractère multiculturel et multi-religieux du Congrès (Racine, 2002, p.23-24). Les migrants bangladais sont conséquemment identifiés à un risque d'« invasion musulmane » et sont décrits comme des agents étrangers chargés de déstabiliser, islamiser et même annexer des parties de l'Inde au Bangladesh (Gillan, 2002, p.86 ; Van Schendel, 2005, p.198). Ils sont également associés à la criminalité, aux activités de trafic transfrontalier illégales (armes, drogue, etc.) (Upadhyaya, 2006, p.23). Grâce à cette

---

<sup>7</sup> Le terme Hindou fait ici référence à la nationalité et non pas seulement à la religion (« Hindouïté » ou « Indianité »). Cette nationalité est basée sur l'historicité de la civilisation indienne. Un Hindou n'est pas nécessairement de confession hindoue ; une personne est considérée de nationalité hindoue si sa confession est indigène à l'Inde.

<sup>8</sup> Ce concept politique se définit donc comme un nationalisme culturel basé sur une identité civilisationnelle. Selon l'*Hindutva*, la nation indienne n'est pas une création du XX<sup>e</sup> siècle, mais existe plutôt depuis l'émergence même de la civilisation hindoue. Cette thèse, de type essentialiste, fonde l'identité de la nation indienne sur le fait de civilisation qu'est l'hindouisme (Racine, 2002, p.25).

campagne négative dans les années 1990, le sujet prend de l'envergure et suscite un intérêt marqué dans les médias où il est de plus en plus traité (Gillan, 2002, p.77).

En 1996, le BJP prend le pouvoir pour une brève période et le reprend en 1998 en étant à la tête de la *National Democratic Alliance*<sup>9</sup> (Ogden, 2009, p.226 ; voir annexe 3, p.52). Il demeure au pouvoir jusqu'en 2004 et réussit à changer de façon considérable la structure de la politique indienne auparavant axée sur le sécularisme en implantant les valeurs de l'*Hindutva* comme nouvelle norme (Ogden, 2012, p.35). Les discours élaborés par le BJP et repris dans les médias pour délégitimer les migrants « illégaux » du Bangladesh exacerbent l'anxiété par rapport à la sécurité nationale et permettent d'exercer des pressions pour l'adoption de mesures de contrôle plus serrées quant à l'immigration (Jones, 2009, p.297). Malgré la défaite du BJP en 2004, la migration demeure un sujet primordial et la sécurisation persiste.

### **3.3 Opérationnalisation de la sécurisation par les discours étatiques**

Au tournant des années 2000, le discours stigmatisant développé par la sphère politique depuis des décennies prend une nouvelle ampleur, notamment dans le sillon de la guerre au terrorisme. Les discours de sécurisation tenus par la classe politique dans les journaux nationaux comme le *Times of India* et le *Hindustan Times* semblent plus fréquents après les attentats perpétrés aux États-Unis, mais aussi après les événements survenus à Mumbai en novembre 2008 où des attentats terroristes ont fait plusieurs morts. La vision du monde devient binaire, divisée entre le « bien » (l'Inde) et le « mal » (le Bangladesh), le moderne et le primitif, le civilisé et le barbare, etc.

Ainsi, au lendemain des attentats de 2001 aux États-Unis, le ministre indien de l'Intérieur L. K. Advani émet des commentaires affirmant la position de l'État indien dans cette lutte au terrorisme : « [T]he government has been working with democracies and

---

<sup>9</sup> La *National Democratic Alliance* (NDA) est une coalition de partis politiques de centre droit dirigé par le BJP. En 1998, le BJP profite de sa position dominante au sein de la coalition pour installer ses membres dans des postes clés et ainsi mieux faire la promotion de l'*Hindutva* (Ogden, 2012, p.25).

civilised societies the world over to jointly combat the challenge posed by terrorism » (*The Times of India*, 2001b). Advani dénonce les dangers du terrorisme lorsqu'il est combiné au fondamentalisme religieux et dépeint l'État indien comme étant « victime » du terrorisme transfrontalier. Les propos du ministre sont relatés dans un article du *Times of India* (2001a) alors qu'il affirme : « If a state sponsors terrorism, then it is more dangerous, [...] in the past two years, India had made systematic efforts to mobilise world opinion against cross-border terrorism [...] This country has been a victim ». Par ce discours, Advani pointe du doigt de façon implicite les pays voisins dont la majorité de la population est de confession musulmane. Il appelle d'ailleurs à un contrôle plus serré des migrants en provenance de ces pays et soutient qu'un nombre manifestement élevé de migrants illégaux se trouve sur le territoire indien et qu'ils constituent une menace pour la sécurité nationale du pays :

« The BJP state president Vinay Katiyar has demanded deportation of over two crore<sup>10</sup> Bangladeshi and Pakistani migrants, who are living in different parts of the country illegally. Katiyar claimed that in the state capital Lucknow alone, over 12,000 Bangladeshi and Pakistani migrants were living in slums, causing difficulties for local residents. "They are a threat to the national security and should be identified and deported at once," he said. Defending deputy prime minister LK Advani for launching identification drive, Katiyar said that it was high time for all state government to launch such drives for nailing down these illegal migrants who are involved in all kinds of terrorists and criminal activities in different parts » (*The Times of India*, 2003).

L'image des migrants Bangladais est construite autour du concept de l'ennemi : un ennemi dangereux, musulman, pré-moderne et violent contre lequel il faut lutter. Les activités terroristes sont d'ailleurs couramment attribuées aux organisations extrémistes en provenance du Bangladesh (Jones, 2009, p.293 ; *The Times of India*, 2003, 2009, 2011 ; *Hindustan Times*, 2009). Les services de renseignement accusent par exemple les membres des cellules terroristes d'être entraînés au Bangladesh et de traverser la frontière illégalement pour perpétrer leurs attentats. On peut lire dans le *Times of India* (2011) :

« Night curfew has been clamped along the 124km Indo-Bangla border [...] in Assam following intelligence reports of militants bid to sneak into the northeastern state and carry out subversive activities in the run-up or during Independence Day celebrations.

---

<sup>10</sup> 1 « crore » équivaut à 10 millions. Le gouvernement demande donc ici la déportation de 20 millions d'immigrants illégaux.

[...]The officials added that the Sylhet sector in Bangladesh on the other side of the Barak Valley was dotted with a number of training camps of NE-based militants. According to reports, the rebels often use the Barak Valley as their corridor to reach India and carry arms to and from Bangladesh. »

La frontière indo-bangladaise est de plus dépeinte par le Ministère de l'Intérieur comme un endroit considérablement poreux facilitant l'infiltration par les migrants bangladais. C'est pourquoi le besoin d'y renforcer le contrôle et la surveillance par la construction d'un mur est fréquemment exprimé :

« As influx from Bangladesh has become a major concern for the country, the Government has identified 46 places along the Indo-Bangla border which are prone to infiltration from the neighbouring nation. Home Ministry sources said despite efforts, the corridors which are being frequently used for infiltration, could not be plugged by the border guarding force. "The 46 places are located in West Bengal, Assam, Meghalaya and Tripura. We are exploring a new strategy through which a fool-proof mechanism will be evolved to guard the border," a senior Home Ministry official said. The BSF, which guards the 4,095-km-long porous Indo-Bangla border, has cited various reasons including inaccessible terrain and long riverine areas for its inability to make the frontier fool-proof round the clock. "There are certain areas where fencing and border roads are yet to be completed, [...]" the official said » (*Hindustan Times*, 2008a).

Dans son désir de se positionner comme un joueur important dans la guerre au terrorisme, mais aussi dans une tentative de se prémunir contre l'immigration irrégulière qu'elle qualifie de problème majeur, l'Inde adopte des mesures concrètes de mise à l'écart des étrangers. L'une d'entre elles est la création du mur dans la zone frontalière entre l'Inde et le Bangladesh (construit à 150 mètres à l'intérieur du territoire indien, il suit le tracé de la frontière politique entre les deux États). Le mur était supposé à l'origine s'étendre sur les 4095 kilomètres séparant l'Inde du Bangladesh. La décision quant à sa construction fut prise en 1986 (CCS, 2010 ; Jones, 2009, p.295), mais l'exécution du projet a été beaucoup plus lente que prévu et jusqu'au début des années 2000, une petite portion du mur uniquement était construite. La construction du mur a été accélérée après 2001 dans le contexte de la lutte au terrorisme (Buerk, 2006 ; IOM, 2008 ; Jones, 2012, p.55). En 2000, seulement 5 %<sup>11</sup> du projet était achevé (CCS, 2010 ; Jones, 2009, p.295), alors que le mur s'étendait sur 2535 km vers la fin de 2007 (Jones, 2009, 293) et sur 2734 km avant la fin de l'année 2011 (Jones, 2012, p.57). Dans leurs discours, les décideurs politiques parlent du mur comme d'une

---

<sup>11</sup> Ce qui veut dire environ 205 km.

solution devant contribuer à restreindre l'entrée d'immigrants irréguliers et les activités criminelles en provenance du Bangladesh, et ce discours est manifestement maintenu après le départ du BJP en 2004. Des décideurs politiques, comme par exemple le gouverneur de l'État du Meghalaya Shivinder Singh Sidhu, poussent d'ailleurs pour l'accélération du projet : « The Meghalaya government is committed to complete the fencing along the Indo-Bangladesh border in an expeditious manner [...] Fencing along the Indo-Bangla border is expected to help in restricting illegal influx of Bangladeshis into the country [...] » (*Hindustan Times*, 2008b).

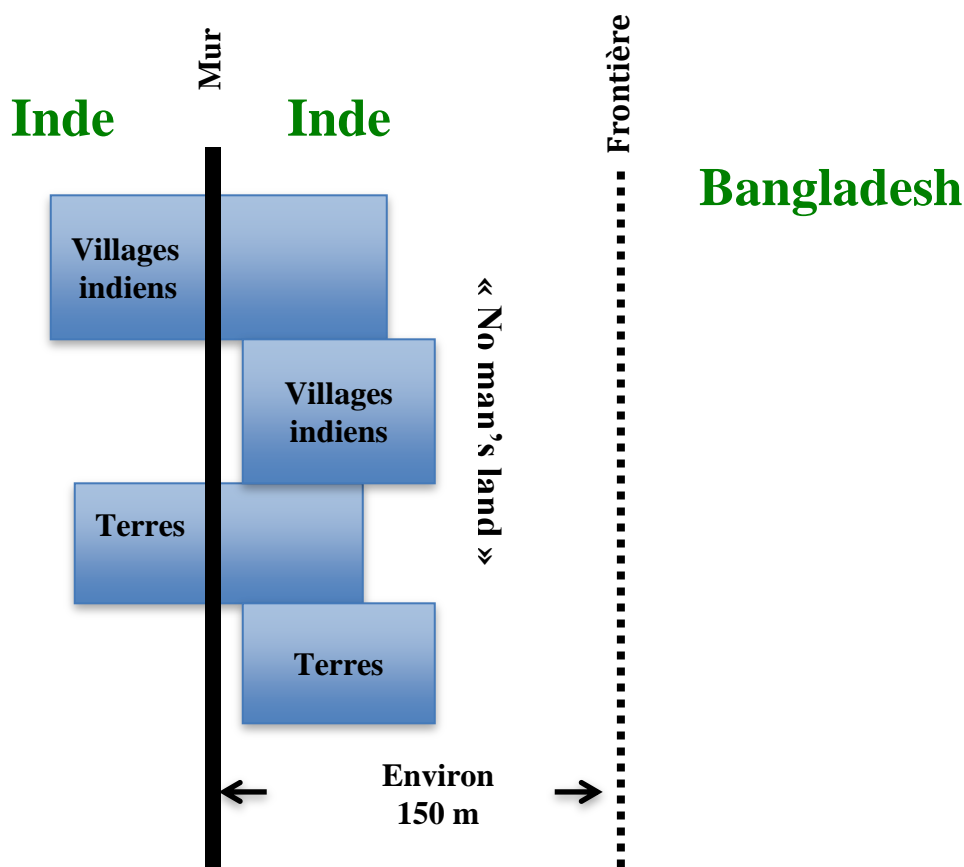
### **3.4 Conclusion**

Depuis la Partition de 1947 jusqu'à aujourd'hui, l'Inde s'est efforcée de consolider son pouvoir et de démontrer l'exercice de sa souveraineté sur un territoire délimité. Toutefois, le mouvement transfrontalier constant malgré des contrôles gouvernementaux accrus aux frontières est venu prouver la porosité des frontières est entré en contradiction flagrante avec la démonstration du pouvoir étatique et la légitimité de l'État indien. Le changement de perception par rapport aux migrants bangladais et le durcissement politique se sont traduits par une montée de la sécurisation de la migration. Subséquemment, ce qui a d'abord commencé comme un mouvement social dans les États du Nord-Est indien a été récupéré par le domaine politique, transformé en une question de sécurité, puis en une question de sécurité nationale et même internationale. Le processus de sécurisation s'opérationnalise alors et sert deux finalités : 1) contribuer à la base à l'affirmation de la souveraineté en construisant l'image d'un État-nation à protéger; 2) ancrer par la suite une perception générale de nécessité de renforcer la sécurité nationale. Le BJP, après plusieurs années de campagne négative, a ainsi réussi à intégrer la sécurisation de la migration qui persiste au-delà de sa défaite en 2004. L'exploitation de l'anxiété et de la peur a conduit à l'adoption de mesures, comme le mur, pour bloquer la migration en provenance du Bangladesh. Si le mur contribue nettement à la stratégie de la territorialité de l'État indien, les impacts sur les populations concernées sont inquiétants à plusieurs égards, notamment en ce qui concerne les domaines économique et social, ainsi que la sécurité physique.

#### 4. Les impacts du mur de la zone frontalière indo-bangladaise

En conformité avec le traité Indhira Mujib de 1974, qui interdit entre autres aux deux gouvernements signataires de construire des structures défensives à moins de 150 mètres de la frontière, le mur de barbelés et de béton se trouvant entre l'Inde et le Bangladesh fut érigé à 150 mètres à l'intérieur du territoire indien (Jones, 2012, p.130 ; 2009a, p.885 ; 2009b, p.300; Van Schendel, 2005, p.213-214). Conséquemment, un « no man's land » de 150 mètres fut créé (voir figure 1 ci-dessous, aussi dans annexe 4, p.53) entre la frontière réelle entre l'Inde et le Bangladesh et le mur (Van Schendel, 2005, p.213-214). Cette bande de terre qui se retrouve entre le mur et la frontière demeure donc en territoire indien. Plusieurs citoyens l'habitent puisque le mur a eu pour conséquence de diviser ou d'isoler des villages qui s'étendaient jusqu'à la frontière.

**Figure 1 : zone frontalière, le mur et le « no man's land »**



Le mur a pour objectif de contenir la migration du Bangladesh vers l'Inde, mais il se révèle d'une efficacité douteuse, car il ne parvient pas à atteindre cet objectif (Ritaine, 2009, p.19 ; Jones, 2009 b, p.300). Il contribue plutôt à faire de la zone frontalière une zone violente en entraînant des impacts pernicioeux sur les migrants, ainsi que sur les populations frontalières. En effet, nous verrons dans ce chapitre que, bien que ce soit les migrants bangladais qui sont visés par cette mesure de mise à l'écart, les populations frontalières indiennes et bangladaises en ressentent les effets, et ce, à plusieurs égards. Tout d'abord, le concept de violence structurelle sera expliqué et appliqué au cas du mur se trouvant dans la zone frontalière indo-bangladaise. En deuxième lieu, nous analyserons les impacts du mur, premièrement sur les populations frontalières indiennes, ensuite sur les populations frontalières indiennes et bangladaises, et enfin sur les populations frontalières et les migrants bangladais, en utilisant le concept de violence structurelle. Dans cette partie, les populations frontalières et les migrants bangladais seront traités ensemble parce qu'ils ressentent de la même manière les impacts du mur.

En fait, certains citoyens vivant dans la zone frontalière, notamment les citoyens frontaliers indiens, sont à l'occasion confondus avec les migrants irréguliers en provenance du Bangladesh lors des contrôles exercés au mur, car ils possèdent les mêmes caractéristiques physiques et culturelles. Le discours stigmatisant les migrants bangladais musulmans, qui a été abordé au chapitre précédent, a donc pour effet de stigmatiser par le fait même beaucoup de citoyens indiens musulmans qui ressemblent, s'habillent et parlent comme les résidents musulmans du Bangladesh. (Jones, 2012, p. 72). Cette assimilation entre migrants bangladais et citoyens indiens est renforcée par le fait que les citoyens indiens qui pourraient se procurer les papiers requis ne peuvent se permettre d'entreprendre le voyage jusqu'à Kolkata<sup>12</sup> pour les obtenir pour des raisons de temps liées à la lourdeur des démarches et de moyens pour effectuer le déplacement (Ghosh, 2011, p.52). Ainsi ils

---

<sup>12</sup> Ghosh (2011, p.52) illustre bien dans l'exemple qui suit cette réticence à entreprendre les démarches : « [...] it is ironic that the practical task of acquiring a passport entails journeys through bureaucracy in the heartland of the state, the capital city Kolkata that many in Prantapur like Mejo ma, a widowed woman on her own, are unable to undertake. »

prennent le risque de traverser illégalement le mur afin de visiter des membres de leur famille ou encore assister à des mariages et des événements, sans avoir les documents officiels en leur possession (la facilité pour les migrants illégaux à se procurer de faux documents a pour effet de rendre suspectes toutes personnes traversant le mur, même celles détenant véritablement la citoyenneté indienne (Ramachandran, 2005, p.10 ; Van Schendel, 2005, p.220)). Les affinités linguistiques et culturelles des Bengalis rendent également la détermination du statut officiel de citoyenneté particulièrement problématique lors d'émission de documents ou encore lors des contrôles, alors que citoyens indiens sont facilement confondus avec les migrants bangladais (Gillan, 2002, p.75). D'ailleurs, des citoyens indiens n'ayant pu prouver leur citoyenneté ont même déjà été déportés vers le Bangladesh (Van Schendel, 2005, p.223). Ainsi, comme nous le démontrerons dans cette partie, les impacts subits par les citoyens frontaliers correspondent en partie à la réalité vécue par les migrants bangladais.

#### **4.1 Le mur : élément de violence structurelle**

La violence est présente lorsque les humains sont influencés de façon à ce que leur réalisation physique et mentale soient en dessous de leur potentiel de réalisation. Selon ce concept, le niveau potentiel de réalisation est ce qu'il est possible d'atteindre avec un niveau de connaissances et de ressources donné. La violence est dite structurelle lorsqu'il n'existe pas de relation claire entre sujet et objet et qu'il n'y a pas d'acteur commettant d'acte de violence (Galtung, 1969, p.171). On se réfère donc à « l'acteur invisible », par exemple, des institutions, des systèmes et des structures, plutôt qu'à des êtres humains agissant directement (Roberts, 2008, p.19). Ce type de violence est construit dans la structure sociale et se manifeste par une inégalité des pouvoirs et des chances (Galtung, 1969, p. 168). Lorsque les connaissances et les ressources sont monopolisées par un groupe de la société, utilisées à d'autres fins ou canalisées de façon à ce qu'elles soient indisponibles pour servir les efforts visant à se réaliser pleinement, il y a présence de violence dans le système, c'est-à-dire de violence structurelle. Galtung (1969) utilise également les termes « violence indirecte » et « injustice sociale » pour parler de violence structurelle.

La violence structurelle est associée à des formes de violence qui sont en grande partie non-intentionnelles (Weber et Pickering, 2012, p.93). Cependant, bien que les actions soient indirectes, des individus peuvent tout de même être mutilés, battus, blessés ou tués (Galtung, 1969, p.170). Les mesures de contrôle instaurées par l'État, telles que les systèmes de visas<sup>13</sup> ou les sanctions pour les transporteurs par exemple, ne tuent pas ou n'ont pas pour intention de tuer, mais les victimes sont tolérées (Weber et Pickering, 2012, p.94). Les politiques de contrôle des frontières sont conçues comme des « acteurs invisibles » conditionnant les risques encourus par les personnes les traversant. On les laisse agir dans le but de dissuader ou de repousser, tout en se désresponsabilisant lorsque des conséquences tragiques sont encourues. Ces politiques agissent de façon passive en exposant les contrevenants à des risques, plutôt que d'utiliser directement le pouvoir de tuer (Weber et Pickering, 2012, p.96).

Le mur de la zone frontalière entre l'Inde et le Bangladesh est un exemple de violence structurelle : instauré par l'État indien afin de contrôler la migration irrégulière des Bangladais, il a pour effet de restreindre l'accès à certaines ressources essentielles et d'augmenter de façon considérable les risques pour la sécurité physique des populations qui le traversent. Certes, le mur ne cause pas nécessairement ou directement la mort et des sévices corporels, mais comme nous le verrons dans les lignes qui suivent, il empêche les individus de pleinement subvenir à leurs besoins et les expose à de réels dangers (Galtung, 1996, p.198).

#### **4.2 Le mur, agent d'injustices sociales dans la zone frontalière**

En effet, le mur entrave l'exercice des activités quotidiennes pour les populations frontalières et participe ainsi à la désorganisation de la vie, entre autres dans les domaines

---

<sup>13</sup> Les systèmes de visa et les sanctions pour les transporteurs rendent le voyage « légal » impossible pour certaines personnes. Ces dernières sont ainsi contraintes à mentir, à acheter de faux documents ou à voyager clandestinement pour contourner les contrôles migratoires. Bref, les migrants sont rendus illégaux, ce qui cause l'amplification des déviances et des risques (Weber et Pickering, 2012, p.95).

économique et social, tout en exposant à la fois ces dernières et les migrants à des risques élevés lors de la traversée.

#### **4.2.1 La désorganisation du domaine agricole pour la population frontalière indienne**

Les régions en bordure de la frontière indo-bangladaise sont souvent densément peuplées et principalement occupées par des agriculteurs et des paysans sans terre (Jones, 2009a, p.888 ; 2012, p.135 ; HRW, 2010, p.13). Lors du processus de construction du mur, plusieurs villages indiens situés à moins de 150 mètres de la frontière se sont retrouvés dans le « no man's land » et n'ont pu être déplacés (Van Schendel, 2005, p.213-214). D'autres ont pour leur part été sectionnés (voir annexe 4, figure 1, p. 53). Le mur a donc eu pour résultat de confiner des citoyens indiens<sup>14</sup> et des terres cultivables dans la portion de 150 mètres (le « no man's land ») de l'autre côté du mur ; plusieurs résidents frontaliers indiens<sup>15</sup> ont aussi été coupés de leurs fermes ou de leurs marchés (CCS, 2010 ; HRW, 2010, p.19). La subsistance de centaines de milliers de ces agriculteurs dépend de leur entrée dans le « no man's land » chaque jour afin de cultiver leurs terres (Jones, 2009a, p.888 ; 2012, p.135).

Cette contrainte est venue compliquer la situation de plusieurs agriculteurs indiens dont les terres se retrouvent dans le « no man's land » et qui doivent maintenant franchir des points d'entrée surveillés par des gardes frontaliers<sup>16</sup> indiens de l'*Indian Border Security Force* (BSF) pour y accéder (Van Schendel, 2005, p.215 ; HRW, 2010, p.13 ; Jones, 2012,

---

<sup>14</sup> Environ 600 km<sup>2</sup> de territoire indien seraient sectionnés et 65 000 citoyens indiens vivraient dans le « no man's land » de 150 m et doivent donc franchir les points de passages contrôlés afin de se rendre en territoire indien (Jones, 2012, p.130)

<sup>15</sup> Il est question de la population frontalière indienne lorsque l'on parle des habitants du « no man's land » et des citoyens indiens vivant dans la zone frontalière du côté principal de l'Inde, c'est-à-dire ceux dont le village a été sectionné par le mur. La population frontalière en général inclut les citoyens bangladais qui vivent dans la zone frontalière du côté du Bangladesh. Toutefois, il se peut que des migrants bangladais vivent dans le « no man's land », mais il est difficile de savoir quelle citoyenneté ils possèdent réellement.

<sup>16</sup> Dans les années 1960, une force de sécurité est créée et déployée à la frontière par l'Inde, l'*Indian Border Security Force* (BSF) (Van Schendel, 2005, p.95 ; Jones, 2012, p.129). Le corps de cette force de sécurité est composé d'environ 200 000 gardes frontaliers (HRW, 2010, p.13). Les membres du personnel de BSF n'ont pas à répondre de leurs actions devant les autorités locales, les forces policières ou les institutions des droits de l'homme (HRW, 2010, p.14). Le Bangladesh possède aussi une troupe de gardes armés chargée de la sécurité à la frontière, le *Bangladesh Rifle* (BDR).

p.130). Les résidents frontaliers sont ainsi soumis à l'autorité de ces gardes qui contrôlent, parfois abusivement, les entrées et les heures de passage (Van Schendel, 2005, p.215 ; HRW, 2010, p.19-20 ; Ghosh, 2011, p.56 ; Jones, 2012, p.131). Les barrières sont ouvertes au total quatre heures par jour à des moments précis de la journée et la traversée à toute autre heure est illégale (Jones, 2012, p.131). Il arrive cependant que les gardes désobéissent aux consignes administratives et décident arbitrairement de réduire les heures d'ouverture (parfois même à quelques minutes par jour), ce qui pose un obstacle considérable à la pratique de l'agriculture dans la zone frontalière alors que les cultivateurs ne peuvent plus passer ou revenir à temps (Van Schendel, 2005, p.218 ; CCS, 2010 ; HRW, 2010, p.19). Les besoins des agriculteurs sont ainsi largement ignorés. L'importante entrave à la liberté de mouvement de ces derniers empêche la pleine exploitation de leur terre et vient compromettre leur moyen de subsistance. Un rapport de *Human Rights Watch* (2010, p.19) dénonce ces abus et recense quelques cas comme celui de Mithoo Sheikh, un jeune homme vivant à Murshidabad dans l'État du Bengale-Occidental, qui déplore le temps d'attente aux postes frontaliers et les contrôles d'identité par BSF : « Sometimes by the time we get to the field it is noon. And we have to stop work by 4 p.m. because they stop us from returning after dark. The BSF does not understand cultivation problems. We cannot water our fields at noon. Sometimes we only get water at night, but they will not let us remain in the field<sup>17</sup>. » À certains endroits, dans l'État du Meghalaya par exemple, les résidents se sont également plaints du nombre insuffisant de points de passage leur permettant d'accéder à leurs terres. Les problèmes d'accessibilité ont de plus causé la dévaluation du prix des terres sur le marché (CCS, 2010). Néanmoins, le mur ne contribue pas uniquement à la désorganisation du domaine agricole dans les régions frontalières.

#### **4.2.2 Un système d'échange et de commerce au ralenti**

En effet, cette mesure de mise à l'écart entraîne d'autres conséquences qui sont communes ou similaires pour les populations frontalières à la fois indiennes et bangladaises. Il a entre autres pour effet de réduire considérablement le système d'échange et de commerce qui existe depuis fort longtemps dans la région. Ces activités économiques exercées entre les

---

<sup>17</sup> Témoignage de Mithoo Sheikh recueilli par *Human Rights Watch* le 5 mai 2010.

localités se trouvant à proximité deviennent difficiles pour des raisons d'accès semblables à celles mentionnées précédemment. Par exemple, des travailleurs journaliers perdent des revenus, car ils doivent retourner de l'autre côté du mur avant la fermeture des points de passage. Également, des propriétaires de petits commerces ne peuvent garder leurs boutiques ouvertes après 16 h et perdent ainsi des opportunités de ventes (CCS, 2010). D'autre part, des pêcheurs et des producteurs de fruits et légumes se voient contraints de vendre leurs produits à des vendeurs intermédiaires, ce qui entraîne une perte de profits (CCS, 2010). Des politiciens dans l'État du Meghalaya ont d'ailleurs exprimé leurs inquiétudes par rapport à la survie économique des habitants dont la subsistance dépend énormément des marchés ouverts des deux côtés de la frontière et des échanges de vivres et autres produits de base (Van Schendel, 2005, p.216). Le mur réduit les heures d'opération et bloque les opportunités commerciales, brimant ainsi la prospérité et le potentiel économique. Ces exemples témoignent bien de la présence d'une violence structurelle alors que le mur prive les gens de ces possibilités d'échanges. Conséquemment, l'interruption régulière des activités économiques contribue à précariser la situation de beaucoup d'individus et de ménages.

L'accès à certains services essentiels est de plus restreint pour les populations se retrouvant en périphérie du « no man's land ». Celles-ci n'ont parfois pas d'eau courante, d'électricité, de route ou encore d'école (CCS, 2010). Des complications peuvent aussi survenir lorsque des soins médicaux et l'accès à un hôpital sont requis en dehors des heures de passage (Ghosh, 2011, p.56 ; CCS, 2010). Avant la construction du mur, les allées et venues se faisaient sans contrainte. Désormais, la connexion entre les habitants de chaque côté, bien qu'elle ne soit pas toujours complètement coupée, se retrouve considérablement limitée, ce qui a pour effet de réduire les liens d'entraide entre les habitants, qui sont pourtant une ressource inestimable. Comme en témoigne un agriculteur dont la maison se trouve du côté indien : « Just a few years ago there was not a fence at all so you could just walk over. If they needed help in the fields we went, if we needed help they came. Now that connection has been broken » (Jones, 2009a, p.885-887; 2012, p.131-132)<sup>18</sup>.

---

<sup>18</sup> Témoignage recueilli par Jones d'un agriculteur indien, dont la maison est située près du mur du côté de l'Inde.

Ainsi, les liens sociaux, s'ils ne sont pas entièrement interrompus, sont fortement entravés. Ces liens sont nombreux, car depuis les mouvements massifs de population qui ont suivi la Partition de 1947 et l'indépendance du Bangladesh en 1971, de nombreuses familles ont de la parenté de l'autre côté de la frontière et en l'occurrence de l'autre côté du mur (Jones, 2009a, p.889). Plusieurs traversent la frontière dans les deux directions afin de rendre visite aux membres de leur famille ou assister à des mariages (Jones, 2009a, p.889). Bien que les interactions et mouvements transfrontaliers soient courants et tolérés à certains moments au niveau local, ils demeurent tout de même illégaux aux yeux de l'État indien qui exige un visa et un passeport valides que les gens ne possèdent pas en général (Ghosh, 2011, p.52). Par conséquent, les traversées du mur se font en majorité de façon illégale et détournée ou encore au gré des décisions prises par les gardes frontaliers. Le témoignage suivant recueilli par Ghosh (2011, p.51) illustre bien les contraintes rencontrées lorsqu'il s'agit de maintenir les liens sociaux :

« She confessed that since her marriage she had become 'stuck on this side' and could not travel to her natal village across the border in Bangladesh. She recounted how three years ago, when her father was grievously ill, she was unable to cross the border and walk the 20 minutes required to reach his deathbed at her paternal home. 'The BSF didn't let me go. I had got news that he was dying and wanted to go immediately – but it was a bad officer on duty... The only way I communicate now is when my mother and brothers and other relations come to the fields on the Bangladesh side and I can meet them and talk to them from our fields. Sometimes if the BSF on duty is good then he lets me go across for a few hours »<sup>19</sup>

Cette restriction quant à la circulation complexifie le maintien des liens sociaux, qu'il s'agisse de liens familiaux ou encore de liens de solidarité qui peuvent s'avérer des ressources importantes pour la survie.

Finalement, les gardes frontaliers commettent fréquemment des abus verbaux envers les populations vivant dans la zone frontalière. Ils font par ailleurs attendre les villageois pendant des heures aux points de passage, alors qu'ils sont fouillés et que leurs coordonnées sont enregistrées (HRW, 2010, p.14). Ainsi, les habitants de la zone frontalière vivent dans la peur de représailles de la part des gardes de BSF.

---

<sup>19</sup> Témoignage recueilli par Ghosh d'une femme d'origine bangladaise mariée en Inde.

### **4.2.3 Les conséquences physiques du mur pour les populations frontalières et les migrants**

Non seulement le mur limite les mouvements transfrontaliers, mais sa présence contribue aussi à exposer les populations frontalières et les migrants à des risques plus élevés lors de la traversée. Par exemple, certains segments du mur sont électrifiés de 20 h à 5 h (11 000 volts) et toute personne qui touche ces sections est par conséquent immédiatement électrocutée et tuée (Odhikar, *Mohammad Salim Uddin electrocuted at the India–Bangladesh border*, 2011). Les populations frontalières et les migrants sont de plus exposés à de la violence physique de la part des gardes frontaliers. Bien qu'ils soient tenus d'arrêter les transgresseurs, il arrive que les gardes utilisent leurs armes pour blesser ou même tuer impunément (HRW, 2010, p.4). Le cas suivant relate bien l'utilisation abusive des armes :

« On 7th January 2011, at approximately 6:00 in the morning, Nurul Islam's daughter, 15 year old Felani Khatun, was shot and killed by the Indian BSF. According to Nurul Islam, an eye-witness to this killing, he and Felani were crossing into Bangladesh, by climbing over a barbed-wire fence using bamboo ladders, through the vacant space between number 3 and 4 S pillars, which are adjacent to the 947 main pillar of the Kitaber Kuthi Anantapur border. In order to do this they had made a deal with two Indian smugglers, namely Mosharaf Hussein and Buzrat in exchange of 3,000 Indian Rupees. While they were crossing the fence, Felani's clothes got tangled in the barbed-wire, which frightened her and caused her to scream in panic. In quick response to her scream, the BSF on patrol opened fire at them. Felani was shot and killed, but her father managed to escape. The body of the deceased teenager hung on the fence till 11 am that morning; [...] » (Odhikar, *Teenage girl Felani killed by BSF firing*, 2011).

Plusieurs personnes sont de plus torturées et/ou tuées par balle lorsqu'elles sont surprises à franchir ou à percer des brèches dans le mur pour pouvoir passer (Van Schendel, 2005, p.305). Le cas suivant, recensé par Odhikar (*A Bangladeshi rickshaw van puller was killed by the BSF at the Tentulia Kazipara border under Panchagar District*, 2010) et HRW (2010, p.22-23), en est un exemple :

« According to Mohammad Zahir, a cattle-rustler, Farid had offered to go bring a cow from India. Zahir, Farid, and five others crossed over through the Kazipara border by cutting the border fence constructed by the Indians. They then went to Haptia village near the Indian Haptia BSF camp: "While returning, we were chased by the BSF. All of us were able to escape but Farid hid in a tea garden. On February 6, in the morning, I heard

that Farid had been shot to death by the BSF [...]” On February 6, at 7:40 p.m., the BSF handed over Farid’s body at a flag meeting. Mohammad Niyat Ali, an older relative of Farid Hossain, attended the meeting. The BSF said that an autopsy had been conducted, and provided the report which said there were bullet wounds to the chest. The Bangladesh police then handed the body over to the family for burial. Niyat Ali suspected that Farid had been tortured because there were injuries and broken bones. However, Odhikar also interviewed the BDR camp commander Abu Baker Siddique who said that the body had severe scratches all over his face, which had been caused by a dog probably used by the BSF to chase suspects. The BSF Camp Commander, Nirodh Kumar, allegedly told the BDR that six or seven persons were seen cutting the border fence. When the BSF chased them, the group scattered and ran away. While the others escaped, Farid hid in a tea garden. The BSF used a trained dog to track Farid down. The soldiers shot him as he tried to evade arrest. »

Le nombre de morts attribuable à BSF a été estimé à 376 entre janvier 2007 et juin 2010, soit 61 ressortissants indiens et 315 ressortissants bangladais (HRW, 2010, p.61-77). Les excès des gardes frontaliers visent plus particulièrement les citoyens musulmans (Jones, 2009a, p.893 ; 2012, p.141).

De plus, alors que les mesures de sécurité et de surveillance augmentent, de nouvelles formes d’assistance pour le passage engendrent plus d’exploitation et d’abus (Van Schendel, 2005, p.229). Par exemple, les polices frontalières des deux pays demandent régulièrement de l’argent en échange du passage ; à défaut de paiement, les femmes effectuant la traversée s’exposent entre autres à des risques d’agressions sexuelles (Van Schendel, 2005, p.229). Le recours à des organisations de contrebande devient aussi une option. Les personnes utilisant ce genre de service mettent ainsi leur sort entre les mains de criminels et se soumettent à des risques de tromperie et d’escroquerie. Le trafic d’êtres humains, surtout des femmes et des enfants, est d’ailleurs une activité connue au Bangladesh. Par ailleurs, alors qu’il ne semble pas être un facteur influençant négativement la décision de migrer, le mur influence vraisemblablement les chemins empruntés pour le faire. Comme mentionné précédemment, le renforcement de l’étanchéité des murs, par l’usage de forces militaires ou de sécurité par exemple, pousse les migrants à chercher de nouveaux circuits, ce qui rend leur voyage encore plus dangereux (Inda, 2006, p.131 ; Novosseloff et Neisse, 2007, p.26 ; Brown, 2009, p.52 ; Clochard, 2010).

### **4.3 Conclusion**

Dans ce chapitre nous avons démontré que la violence engendrée par le mur est de nature structurelle. Le mur est certes un moyen de contrôle de la migration, mais il génère des impacts extrêmement négatifs pour les populations avoisinantes. Pour les populations frontalières, le mur entraîne la précarisation des moyens de subsistance et même l'effondrement des moteurs économiques. Il détruit la structure sociale de ces communautés et les prive de services et ressources essentiels à la survie. Ces conséquences contribuent à réduire les chances de faire reculer l'état de pauvreté extrême qui sévit à la frontière. Le mur expose de plus les populations frontalières et les migrants à des risques de blessures physiques, de mortalité, d'abus, d'extorsion, etc. Alors que des données existent pour les populations frontalières, les données en ce qui concerne les impacts pour les migrants sont pour leur part plutôt rares. Par conséquent, il est difficile d'observer si d'autres types d'impacts sont subits (on peut penser par exemple aux possibles complications quant au maintien des liens sociaux, à l'augmentation de la vulnérabilité des migrants en ce qui concerne l'exploitation, ou encore au lien potentiel avec l'augmentation du trafic d'êtres humains), ou encore si la stigmatisation des migrants bangladais a pour effet d'exposer davantage ces derniers à la violence indirecte engendrée par le mur.

## 5. Conclusion

Dans ce mémoire, nous avons exposé la manière dont le processus de sécurisation de la migration, menant à l'adoption de mesures de contrôle tel que le mur, a pris naissance et s'est opérationnalisé dans une région où les mouvements migratoires étaient auparavant relativement fluides. Il a été démontré que ce mur, érigé contre les migrants indésirables du Bangladesh, a aussi de nombreuses répercussions négatives pour les populations frontalières des deux pays. En utilisant la violence structurelle comme approche théorique afin d'analyser les impacts du mur, nous avons pu exposer une dimension plus subtile de la violence, car indirecte.

L'idée de départ dans ce mémoire était de démontrer de manière détaillée les effets de ce mur (directs et indirects) sur les migrants bangladais, notamment puisque les migrants bangladais sont la population visée par le gouvernement indien dans son processus de sécurisation de la migration. Toutefois, la littérature à l'heure actuelle est encore très limitée dans ce domaine, et les seules études qui existent sur le sujet abordent uniquement, et là encore bien souvent de façon très générale, les conséquences physiques du mur sur ces personnes (blessures lors de la traversée, mort par électrocution). Il s'agit là d'un manque flagrant dans la doctrine qui, nous l'espérons, sera comblé dans un futur proche. À cet égard, une recherche plus approfondie sur la violence indirecte engendrée par le mur s'avère particulièrement nécessaire, car il est essentiel de déterminer si d'autres types de conséquences sont subits par ces derniers, mais passent inaperçus pour l'instant.

Il a néanmoins été constaté dans ce mémoire que le mur possède une configuration unique et particulière à cette région du monde. En effet, à défaut d'être construit à la frontière comme le mur entre les États-Unis et le Mexique entre autres exemples, il est érigé à 150 mètres à l'intérieur du territoire indien, dans la zone frontalière se trouvant entre l'Inde et le Bangladesh. Paradoxalement, cette décision fut prise afin de respecter l'accord Indira-Mujib de 1974 ayant pour objectif d'établir et maintenir des relations amicales entre les deux États. Or, il a été établi que le mur est une mesure violente qui entraîne des répercussions physiques, psychologiques, sociales et économiques graves pour les populations frontalières

indiennes, mais aussi bangladaises. D'une part, l'édification du mur à cet endroit a pour résultat de créer un « no man's land » et entraîne en l'occurrence une situation très particulière pour les populations indiennes se trouvant dans la zone frontalière. Le mur complique en effet les activités quotidiennes de beaucoup d'agriculteurs indiens dont les terres se retrouvent dans cette bande de 150 mètres et compromet donc fortement leur moyen de subsistance. D'autre part, le mur constitue une coupure brutale par rapport aux échanges économiques et sociaux qui existaient entre les communautés indiennes et bangladaises depuis des siècles. Cette coupure a pour effet non seulement d'empêcher le recul de la pauvreté dans cette zone, mais précarise davantage la situation de ses habitants, ce qui est un exemple très révélateur d'une violence structurelle. Enfin, le mur ne décourage pas les populations frontalières de traverser illégalement et il les expose ainsi à des risques de blessures physiques graves ou encore à la mort lors de la traversée. Il facilite de plus les exactions et les abus perpétrés par les agents de *l'Indian Border Security Force*.

Alors que les mouvements transfrontaliers dans cette région existent depuis toujours, et ce malgré la présence du mur, la migration du Bangladesh vers l'Inde risque de s'intensifier de façon considérable dans les années à venir puisque le Bangladesh est particulièrement confronté aux changements climatiques alors qu'une grande partie de sa superficie se trouve au niveau de la mer. Quelle sera alors la réaction de l'Inde devant ce phénomène? Y aura-t-il intensification de la sécurisation de la migration en prévention d'une arrivée massive de migrants indésirables? Les mesures adoptées, telles que le mur, seront-elles consolidées et renforcées, et quel impact cela aura-t-il sur les relations politiques entre l'Inde et le Bangladesh? Il serait intéressant de se pencher sur la nature de la violence et voir si cette dernière est appelée à se transformer dans les années à venir. Jusqu'à quel point les États sont-ils prêts à aller en terme de violence au nom de la sécurité?

**Annexe 1**

Carte politique 1.1



L'Inde britannique en 1945, deux ans avant la partition (Keen, 1998)

Carte politique 1.2



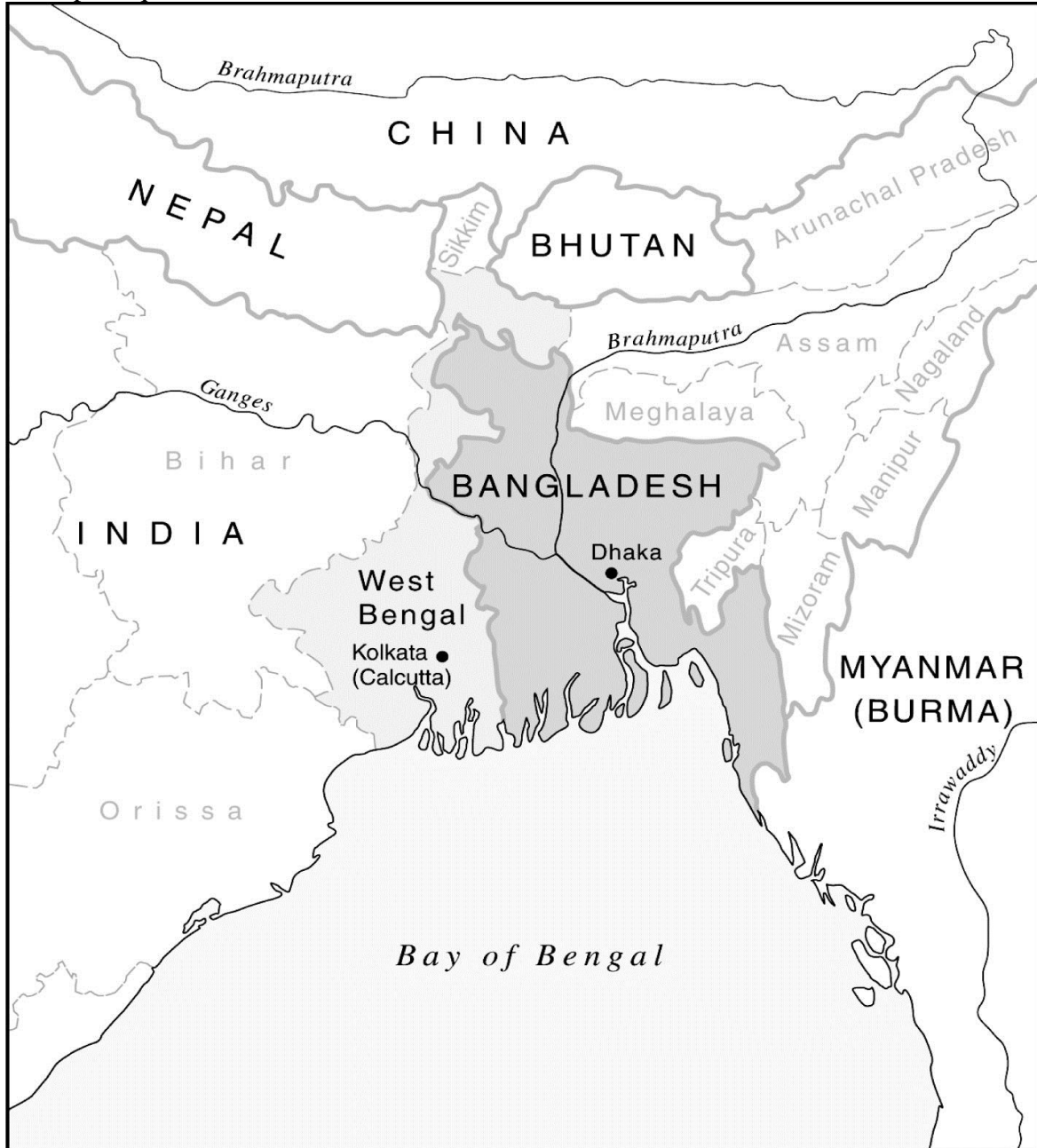
Pakistan et Inde au moment de la partition de l'Empire des Indes (1947) (carte simplifiée) (La documentation française, 2007).

Carte politique 1.3



Naissance du Bangladesh, 1971 (Keen, 1998)

Carte politique 1.4



Frontières politiques contemporaines du Bengale-Occidental et du Bangladesh (Jones, 2009a, p.884)

Carte politique 1.5



“The Hidden Story of Partition and its Legacies” (Bates, 2011)

## Annexe 2

### **The Times of India (2001a)**

#### **'Govt will react as a whole on Bush's statement'**

Sep 12, 2001, 12.08 PM IST

New Delhi : home minister L. K. Advani on Wednesday hinted that the government could react as a whole to president George Bush's statement that the US would retaliate against those responsible for Tuesday's terrorist attacks and those harbouring them. "It would not be proper for me to react to these statements unless the government as a whole reacts to it," he told *star news* when asked to comment on the US president's statement. Describing terrorism as "a challenge to humanity" and "a threat to civilised society", Advani said it could be a "dangerous mix" if it was combined with religious fundamentalism. "If a state sponsors terrorism, then it is more dangerous," he said. Advani said, in the past two years, India had made systematic efforts to mobilise world opinion against cross-border terrorism. « This country has been a victim ». The home minister said, he did not think a change in approach in fighting terrorism was needed. « What is required is greater vigilance. This matter has been engaging our concern for quite some time now," he added.

<http://timesofindia.indiatimes.com/india/Govt-will-react-as-a-whole-on-Bushs-statement/articleshow/1625870578.cms>

### **The Times of India (2001b)**

#### **'Terrorism is being used as a political weapon'**

Sep 12, 2001, 03.32 PM IST

New Delhi : the home minister, L. K. Advani, on Wednesday hoped that the terrorist attacks in US would help strengthen the resolve of the international community to unitedly face and combat 'more effectively' the challenge posed by terrorism. « This is not madness. After great deal of thinking, the terrorists chose the World Trade Centre, the Pentagon and the State Department as targets. Terrorism has been used as a political weapon and the attacks were part of a well planned conspiracy," Advani told reporters here. Asked how could India assist the US in investigating the strikes, Advani said, "we will wait for the steps taken by the US to deal with the unprecedented episode". Stating that external affairs minister Iaswant Singh spoke to the US authorities on telephone on Tuesday night, the home minister said New Delhi and Washington were cooperating in combating the menace through an Indo-US joint working group on terrorism. On the decision taken by the cabinet committee on security, which met on Tuesday night in the wake of the strikes, Advani said security measures have been further tightened at high-risk targets like airports and other vital installations in the country. For India, Advani said, the biggest challenge was cross-border terrorism. « Since the time the NDA came to power three-and-a-half years back, the government has been working with democracies and civilised societies the world over to jointly combat the challenge posed by terrorism. » Describing terrorism as a crime against humanity, he said democracies were

highly vulnerable to such attacks. Advani said while watching the horrendous attacks on television, he had recalled the serial bomb blasts during the 1993 Mumbai riots when the stock exchange had been targeted. « Nobody will be able to forget the attacks in the US. In Jammu and Kashmir over 10,000 innocent people have been killed since 1989 but I will not be surprised if the toll in the strikes in New York, Washington and other places in a day is more than that," the home minister said.

<http://timesofindia.indiatimes.com/india/Terrorism-is-being-used-as-a-political-weapon/articleshow/1708381958.cms>

### **The Times of India (2003)**

#### **Deport illegal migrants : Vinay Katiyar**

TNN | Jan 15, 2003, 12.11 AM IST

LUCKNOW : The BJP state president Vinay Katiyar has demanded deportation of over two crore Bangladeshi and Pakistani migrants, who are living in different parts of the country illegally.

Katiyar claimed that in the state capital Lucknow alone, over 12,000 Bangladeshi and Pakistani migrants were living in slums, causing difficulties for local residents. "They are a threat to the national security and should be identified and deported at once," he said.

Defending deputy prime minister LK Advani for launching identification drive, Katiyar said that it was high time for all state government to launch such drives for nailing down these illegal migrants who are involved in all kinds of terrorists and criminal activities in different parts.

The BJP state chief condemned the chairman of Indian Muslim League for his remarks against Advani. « Shakeel Mia's statement is anti-national and communal. His criticism is due to their opposition to Hindutva which is a part of culture and tradition of every Indian," Katiyar said.

<http://timesofindia.indiatimes.com/city/lucknow/Deport-illegal-migrants-Vinay-Katiyar/articleshow/34401588.cms?>

### **The Times of India (2009)**

#### **Explosives, arms came vis Tripura-B'desh border**

By *Gyan Prakash*, TNN | Nov 12, 2009, 04.19 AM IST

PATNA: Tonnes of explosives, bomb-making materials including chemicals and arms and ammunition which were seized in Patna on two consecutive days were in fact brought from Indo-Bangladesh border in Tripura.

Since insurgent groups including Huji and ULFA are very active in Bangladesh, they find the Bangladesh-Tripura international extremely convenient to push arms and ammunition into the Indian side. Sources said the explosives, which founds its way to Patna, were sneaked into Indian territory, loaded at Goma village in Tripura and subsequently brought here.

It was at Kacchi Dargah, near Fatuha, that the truck was stopped, the consignment off-loaded, shifted to four different trucks and sent to different destinations. They were supposed to reach Maoist rebels operating in Bihar and Jharkhand, the sources said.

While one truck-load of explosives was seized from near the Rajendra Nagar overbridge on the old by-pass road here, another reached the rented house called "Shyamli Villa" located on Bhoothnath road. Sources said the third truck reached Bokaro in Jharkhand and the consignment of explosives was shifted to a house at Baari Cooperative Colony there.

All the seizures could be possible as the Patna police received specific information in this regard from a Central government agency.

The sources further disclosed that the fourth consignment was sent across the Ganga by boats towards Raghopur diara which was to be ultimately transported to Nepal for use by Nepal Maoists.

Police headquarters are hopeful that more seizures could be possible over the next few days.

<http://timesofindia.indiatimes.com/city/patna/Explosives-arms-came-vis-Tripura-Bdesh-border/articleshow/5221037.cms>

### **The Times of India (2011)**

#### **Night curfew along Bangla border**

TNN | Aug 15, 2011, 10.07 PM IST

SILCHAR: Night curfew has been clamped along the 124-km Indo-Bangla border passing through the Barak Valley in Assam following intelligence reports of militants' bid to sneak into the northeastern state and carry out subversive activities in the run-up or during Independence Day celebrations. The prohibitory order imposed under Section 144 CrPC has barred people from moving along the border within its one-km radius between 8 pm and 5 am.

According to sources, the night curfew will be in effect for two months. The prohibitory order will bar movement of rickshaws, hand-carts and other vehicles carrying rice, sugar, kerosene oil and other commodities within a radius of five km area from the international border. The aim is to check smuggling activities along the frontier.

Cachar magistrate Harendra Kumar Dev Mahanta and his Karimganj counterpart, Jiten Borgoari, have also barred fishing at night in the Surma and Kushira rivers that divide the two countries in this part of the northeast. While Karimganj district shares 92-km border with Bangladesh, Cachar has 32-km of international border with the neighbouring country.

Of late, the porous land and riverine border that the south Assam districts share with Bangladesh have been witnessing unabated influx of militants and miscreants. Intelligence agencies have reported that infiltrators and militants often cross the border in the guise of fishermen. They mostly use boats to sneak into the Barak Valley since it's difficult for the BSF watch-posts to keep an eye on the rivers. Officials on Saturday said the prohibitory order was promulgated on the basis of intelligence inputs that warned of possible infiltration bid by some militant outfits into Indian territory.

The officials added that the Sylhet sector in Bangladesh on the other side of the Barak Valley was dotted with a number of training camps of NE-based militants. According to reports, the rebels often use the Barak Valley as their corridor to reach India and carry arms to and from Bangladesh. The construction of barbed fences and setting up of floodlights along the international border are also in progress. So far, about 60 per cent of work has been completed by the National Building Construction Corporation.

<http://timesofindia.indiatimes.com/city/guwahati/Kushiara-leaves-Indo-Bangla-border-vulnerable/articleshow/9129590.cms>

**Hindustan Times (2008a)**

Govt identifies infiltration prone places from B'desh

**PTI**

**New Delhi, November 06, 2008**

As influx from Bangladesh has become a major concern for the country, the Government has identified 46 places along the Indo-Bangla border which are prone to infiltration from the neighbouring nation. Home Ministry sources said despite efforts, the corridors which are being frequently used for infiltration, could not be plugged by the border guarding force.

« The 46 places are located in West Bengal, Assam, Meghalaya and Tripura. We are exploring a new strategy through which a fool-proof mechanism will be evolved to guard the border," a senior Home Ministry official said.

The BSF, which guards the 4,095-km-long porous Indo-Bangla border, has cited various reasons including inaccessible terrain and long riverine areas for its inability to make the frontier fool-proof round the clock.

"There are certain areas where fencing and border roads are yet to be completed, the vessels which are used to guard riverine areas are not as fast as they are required to be and the night vision devices are not adequate," the official said.

Though Union Home Secretary Madhukar Gupta said that the government was "very concerned" about the problem of illegal immigration from Bangladesh, it has no data on the number of Bangladeshis living in the country illegally.

However, the BSF has recently disclosed that 12 lakh Bangladeshis, who had entered India between 1972 and 2005 with valid documents, did not return.

While 25,712 out of over five lakh Bangladeshi nationals did not return after expiry of their visa in 2007, more than 24,000 remained missing in 2006 when 4.84 lakh had entered India with valid travel documents, they said.

<http://www.hindustantimes.com/India-news/NewDelhi/Govt-identifies-infiltration-prone-places-from-B-desh/Article1-349683.aspx>

**Hindustan Times (2008b)**

'Border fencing to be completed expeditiously'

**PTI**

**Shillong, March 24, 2008**

The Meghalaya government is committed to complete the fencing along the Indo-Bangladesh border in an expeditious manner, Governor S S Sidhu said on Tuesday. Fencing along the Indo-Bangla border is expected to help in restricting illegal influx of Bangladeshis into the country, he said in his address on the first day of the state's budget session, the first sitting of the newly-sworn in Donkumar Roy-led Meghalaya Progressive Alliance ministry.

"The Government has sanctioned funds for setting up a Border Management Institute, to be located at Baghmara, which will provide training to police personnel engaged in the task of preventing infiltration," he said.

In his 32-page speech, Sidhu also asserted that the anti-insurgency operations in the state would continue and the government will work for modernisation of the police force.

Sidhu said in the preceding year, successful police operations were conducted against militant outfits which will be continued.

<http://www.hindustantimes.com/News-Feed/India/Border-fencing-to-be-completed-expeditiously/Article1-284102.aspx>

### **Hindustan Times (2009)**

India to complete Bangladesh border fencing soon

ANI | June 20 , 2009

June 20 (ANI) : The 1,000 kms long Bangladesh border fencing work along West Bengal would be completed by October, a top official of India's paramilitary Border Security Force confirmed on Friday. Nand Kishore, Inspector General of BSF, said the fence would deter large-scale illegal immigration, rampant smuggling and insurgents.

<http://www.hindustantimes.com/audio-news-video/AV-India/India-to-complete-Bangladesh-border-fencing-soon/Article2-423614.aspx>

### Annexe 3

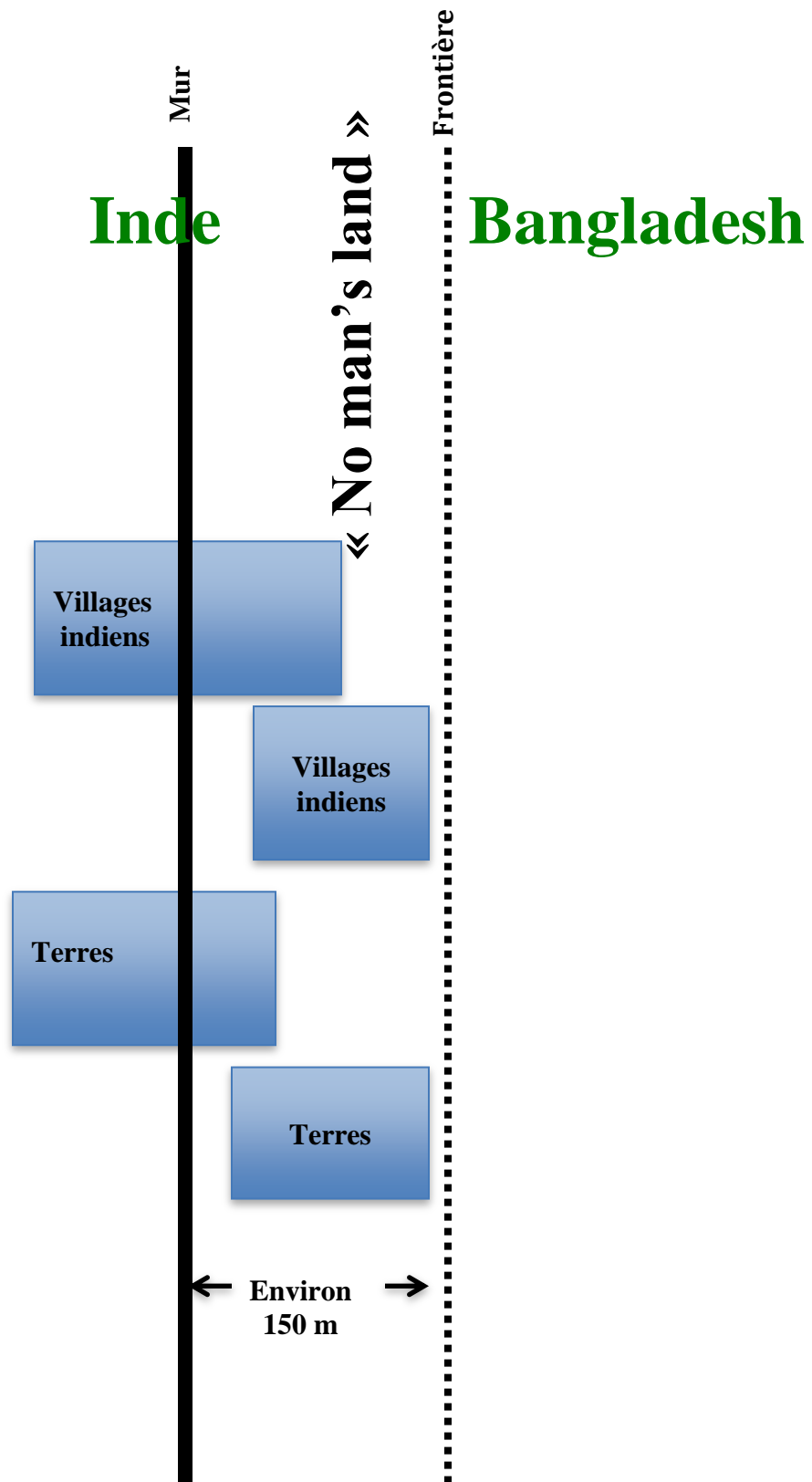
Tableau 1 : Premiers ministres de l'Inde de 1990 à aujourd'hui

| <b><u>Nom</u></b>                    | <b><u>Durée du mandat</u></b>           | <b><u>Parti</u></b>    |
|--------------------------------------|---|------------------------|
| <b>Shri Vishwanath</b>               | December 2, 1989 -<br>November 10, 1990 | Janata Dal             |
| <b>Shri Chandra Shekhar</b>          | November 10, 1990 —<br>June 21, 1991    | Janata Dal (S)         |
| <b>Shri P. V. Narasimha<br/>Rao</b>  | June 21, 1991- May 16,<br>1996          | Congress (I)           |
| <b>Shri Atal Bihari<br/>Vajpayee</b> | May 16, 1996 — June<br>1, 1996          | Bharatiya Janata Party |
| <b>Shri H. D. Deve<br/>Gowda</b>     | June 1, 1996 — April<br>21, 1997        | Janata Dal             |
| <b>Shri Inder Kumar<br/>Gujral</b>   | April 21, 1997 —<br>March 19, 1998      | Janata Dal             |
| <b>Shri Atal Bihari<br/>Vajpayee</b> | March 19, 1998 — May<br>22, 2004        | Bharatiya Janata Party |
| <b>Dr. Manmohan Singh</b>            | May 22, 2004 — till<br>date             | INC                    |

**Prime Ministers of India (Government of India,**  
<http://pmindia.gov.in/pmsofindia.php#>)

**Annexe 4**

Figure 1 : zone frontalière, le mur et le « no man's land »



## Bibliographie

### Livres

AGAMBEN, Giorgio (1998). *Homo Sacer : Sovereign Power and Bare Life*, Stanford: Stanford University Press, 199 p.

BEAULIEU GUÉRETTE, Émilie (2010). *Étrangers derrière les barreaux : La prison dans le dispositif de mise à l'écart des étrangers indésirables en France*, Mémoire de Master 2, Présenté au Master « Territoires, Espaces, Sociétés », École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris, 134 p.

BERNARDOT, Marc (2008). *Camps d'étrangers*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 218 p.

BERTHOD, Cyril (2008). *La Partition du Bengale 1947-1972*, Paris, L'Harmattant, 238 p.

BROWN, Wendy (2009). *Murs : Les murs de séparation et le déclin de la souveraineté étatique*, Paris, Les Prairies ordinaires, 207 p.

CLOCHARD, Olivier (2010). *Le jeu des frontières dans l'accès au statut de réfugié : une géographie des politiques européennes d'asile et d'immigration*, Thèse de doctorat de géographie présentée par Olivier Clochard, sous la direction d'Emmanuel Ma Mung, Directeur de recherche au CNRS et de Luc Legoux, Maître de conférences à l'Université de Paris I, 487 p.

DATTA, Antara (2013). *Refugees and Borders in South Asia: The Great Exodus of 1971*, Milton Park, Abingdon, Oxon ; New York : Routledge, Routledge studies in South Asian politics, 229 p.

EATON, Richard M. (1993). *The Rise of Islam and the Bengal Frontier, 1204-1760*, Berkeley: University of California Press, 359 p.

GALTUNG, Johan (1996). *Peace by Peaceful Means: Peace and Conflict, Development and Civilization*, Oslo, International Peace Research Institute, 280 p.

- JONES, Reece (2012). *Border Walls: Security and the War on Terror in the United States, India and Israel*, London, Zed Books, 210 p.
- LUDDEN, David (2002). *India and South Asia: A Short Story*, England, Oneworld Publications, 306p.
- NOVOSSELOFF, Alexandra et Frank NEISSE (2007). *Des murs entre les hommes*, Paris, La Documentation française, 211 p.
- PICOUET, Patrick et Jean-Pierre RENARD (2007). *Les frontières mondiales : origines et dynamiques*, Nantes, Éditions du temps, 159 p.
- ROBERTS, David W. (2008). *Human Insecurity: Global Structures of Violence*, London, Zed Books, 208 p.
- SAMADDAR, Ranabir (1999). *The Marginal Nation : Transborder Migration from Bangladesh to West Bengal*, New Delhi, London, Sage Publication, 227 p.
- TALBOT, Ian et Gurharpal SINGH (2009). *The Partition of India*, New York, Cambridge University Press, 206 p.
- VAN SCHENDEL, Willem (2009). *A History of Bangladesh*, Cambridge, Cambridge University Press, 347 p.
- VAN SCHENDEL, Willem (2005). *The Bengal Borderland: Beyond State and Nation in South Asia*, London, Anthem Press, 429 p.
- WEBER, Leanne, Sharon PICKERING (2012). *Globalization and Borders: Death at the Global Frontier*, New York, Palgrave Macmillan, 248 p.

## **Chapitres de livres**

KLÖTGEN, Paul (2010). « La frontière et le droit : Esquisse d'une problématique », dans DESHAYES, Jean-Luc et Didier FRANCFORT. *Du barbelé au pointillé : les frontières au regard des sciences humaines et sociales*, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, p. 131-158.

LE COUR GRANDMAISON, Olivier (2008). « Xénophobie d'État et politique de la peur », dans SURYA, Michel. *Immigration, rétentions, expulsions : Les étrangers indésirables*, Paris, Nouvelle Éditions Lignes, p. 23-38.

NAKACHE, Delphine et François CRÉPEAU (2007). « Le contrôle des migrations et l'intégration économique : entre ouverture et fermeture », dans CHETAIL, Vincent. *Mondialisation, migration et droits de l'homme : le droit international en question / Globalization, Migration and Human Rights : International Law Under Review*, Bruylant, Bruxelles, p. 189-238.

REA, Andrea (2009). « Laisser circuler, laisser enfermer : les orientations paradoxales d'une politique migratoire débridée en Europe », dans KOBELINSKY, Carolina et Chowra MAKAREMI. *Enfermés dehors : Enquêtes sur le confinement des étrangers*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, p. 265-280

UPADHYAYA, Priyankar (2006). « Securitization Matrix in South Asia: Bangladeshi Migrants as Enemy Alien », dans CABALLERO-ANTHONY, Mely, Ralf EMMERS and ACHARYA Amitav. *Non-Traditional Security in Asia: Dilemmas in Securitisation*, Aldershot ; Burlington, Ashgate, p. 13-39.

## **Articles scientifiques**

ANDREAS, Peter. (2003). « Redrawing the Line: Borders and Security in the Twenty-first Century », *International Security*, 28(2), p. 78-111.

BALLIF, Florine et Stéphane ROSIÈRE (2009), « Le défi des «teichopolitiques», Analyser la fermeture contemporaines des territoires », *Espace géographique*, Tome 38, p. 193-206.

- BIGO, Didier (1998). « Sécurité et immigration : vers une gouvernamentalité par l'inquiétude? », *Cultures et Conflits*, 31-32, p. 2-17.
- BIGO, Didier (2009). « Immigration Controls and Free Movement in Europe », *International Review of the Red Cross*, 91(875), p. 579-591.
- BROEDERS, Dennis, & Godfried ENGBERSEN (2007). « The Fight Against Illegal Migration », *American Behavioral Scientist*, 50(12), p. 1592-1609.
- CISNEROS, J. David (2008). « Contaminated Communities: The Metaphor of "Immigrant as Pollutant" in Media Representations of Immigration », *Rhetoric & Public Affairs*, 11(4), p. 569-601.
- CRÉPEAU, François et Delphine NAKACHE (2006). « Controlling Irregular Migration in Canada: Reconciling Security Concerns With Human Rights Protection », *Institute for Research on Public Policy*, 12(1), p. 1-42.
- DAS, Pushpita (2008). « India–Bangladesh Border Management: A Review of Government's Response », *Strategic Analysis*, 32(3), p. 367-388.
- GALTUNG, Johan (1969). « Violence, Peace, and Peace Research », *Journal of Peace Research*, 6(3), p. 167-191.
- GHOSH, Partha S. (1993). « Bangladesh at the crossroads: Religion and politics », *Asian Survey*, 33(7), p. 697-710.
- GHOSH, Sahana (2011). « Cross-border activities in everyday life: the Bengal borderland », *Contemporary South Asia*, 19(1), p. 49-60.
- GILLAN, Michael (2002). « Refugees or Infiltrators? The Bharatiya Janata Party and 'illegal' migration from Bangladesh », *Asian Studie Review*, 26(1), p. 74-95.
- HAMMOND, John L. (2011). « Immigration Control as a (False) Security Measure », *Critical Sociology*, 37(6), p. 739-761.

- INDA, Jonathan Xavier (2006). « Border Prophylaxis: Technology, Illegality, and the Government of Immigration », *Cultural Dynamics*, 18(2), p. 115-138.
- JONES, Reece (2009a). « Agents of exception: border security and the marginalization of Muslims in India », *Environment and Planning D: Society and Space*, 27, p. 879-897.
- JONES, Reece (2009b). « Geopolitical Boundary Narratives, the Global War on Terror and Border Fencing in India », *Transactions of the Institute of British Geographers*, Journal compilation, p. 290-304.
- JOSY, Joseph (2006). « Securitization of Illegal Migration of Bangladeshis to India », *Institute of Defence and Strategic Studies Singapore*, p. 1-28.
- KARTIKI, Katha (2011). « Climate Change and Migration: A Case Study from Rural Bangladesh », *Gender & Development*, 19(1), p. 23-38.
- LAL CHAKRABORTY, Ratan (2006). « Le delta du Bengale et la mise en valeur de terres alluviales depuis le régime colonial », *Hérodote*, 2(121), p. 119-140.
- MAKAREMI, Chowra et Carolina KOBELINSKY (2008). « Editorial. Confinement des étrangers : entre circulation et enfermement », *Cultures & Conflits*, 71, URL : <http://conflits.revues.org/index15943.html>. [En ligne], consulté le 2 mai 2012.
- McDUIE-RA, Duncan (2010). « Tribals, Migrants and Insurgents: Security and Insecurity Along the India-Bangladesh Border », *Global Change, Peace and Security: Formerly Pacifica Review: Peace Security & Global Change*, 24 (1), p. 165-182.
- OGDEN, Chris (2012). « A Lasting Legacy: The BJP-led National Democratic Alliance and India's Politics », *Journal of Contemporary Asia*, 42(1), p. 22-38.
- OGDEN, Chris (2009). « Post-colonial, Pre-BJP: The Normative Parameters of India's Security Identity, 1947–1998 », *Asian Journal of Political Science*, 17(2), p. 215-237.
- PATTANAIK, Smruti S. (2011). « India-Bangladesh Land Border: A Flawed Inheritance and Problematic Future », *Strategic Analysis*, 35(5), p. 745-751.

RACINE, Jean-Luc (2002). « Religions et géopolitique : le cas de l'Inde », *Hérodote*, 3(106), p. 17-32.

RAHMAN, MD. Mahbubar, & Willem VAN SCHENDEL (2003). « 'I Am Not a Refugee': Rethinking Partition Migration », *Modern Asian Studies*, 37(3), p. 551-584.

RITAINE, Evelyne (2009). « La barrière et le *checkpoint* : mise en politique de l'asymétrie », *Cultures et Conflit*, (73), p. 1-20.

SALTER, Mark B. (2008). « When the Exception Becomes the Rule: Borders, Sovereignty, and Citizenship », *Citizenship Studies*, 12(4), p. 365-380.

SANCHEZ, Raúl (2005). « L'Europe, Ceuta, Melilla : La perspective des camps », *Multitudes*, 4(23), p. 63-71.

SHAMIR, Ronen. (2005). « Without borders? Notes on Globalization as a Mobility Regime », *Sociological Theory*, 23(2), p. 197-217.

### **Rapports**

Human Rights Watch (HRW) (2010). « "Trigger Happy": Excessive Use of Force by Indian Troops at the Bangladesh Border », 87 p.

International Organization for Migration (IOM) (2008). « Migration and Climate Change », Paper prepared for IOM Migration Research Series by Oli Brown, 52 p.

Odhikar (2010). « Odhikar's Fact Finding Report: A Bangladeshi rickshaw van puller was killed by the BSF at the Tentulia Kazipara border under Panchagar District », [http://www.odhikar.org/FF/ff2010/BSF2010/English/Farid\\_Hossain\\_Panchagar.pdf](http://www.odhikar.org/FF/ff2010/BSF2010/English/Farid_Hossain_Panchagar.pdf), [En ligne], site consulté le 3 avril 2013.

Odhikar (2011). « Odhikar's Fact Finding Report: Teenage girl Felani, killed by BSF firing- January 07, 2011/ District – Kurigram/ Bangladesh », [http://www.odhikar.org/FF/ff2011/BSF2011/English/FF\\_report\\_Felani\\_Kurigram\\_Eng.pdf](http://www.odhikar.org/FF/ff2011/BSF2011/English/FF_report_Felani_Kurigram_Eng.pdf), [En ligne], site consulté le 3 avril 2013.

Odhikar (2011). « Odhikar's Fact Finding Report: *Mohammad Salim Uddin electrocuted at the India–Bangladesh border Fact-finding Report* », [http://www.odhikar.org/FF/ff2011/Other/English/FFReport\(English\)\\_Salim\\_Uddin\\_2011.pdf](http://www.odhikar.org/FF/ff2011/Other/English/FFReport(English)_Salim_Uddin_2011.pdf), [En ligne], site consulté le 3 avril 2013.

USAID (2003). « Improving nutrition and supporting livelihoods through homestead food production », *Nutritional Surveillance Project Bulletin No.14*, [http://pdf.usaid.gov/pdf\\_docs/PNACT449.pdf](http://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PNACT449.pdf) [En ligne], site consulté le 15 octobre 2012.

### **Articles de journaux**

Hindustan Times (2008a). « Govt identifies infiltration prone places from B'desh », <http://www.hindustantimes.com/India-news/NewDelhi/Govt-identifies-infiltration-prone-places-from-B-desh/Article1-349683.aspx>, [En ligne], site consulté le 13 mars 2013.

Hindustan Times (2008b). « Border fencing to be completed expeditiously », <http://www.hindustantimes.com/News-Feed/India/Border-fencing-to-be-completed-expeditiously/Article1-284102.aspx>, [En ligne], site consulté le 13 mars 2013.

Hindustan Times (2009). « India to complete Bangladesh border fencing soon », <http://www.hindustantimes.com/audio-news-video/AV-India/India-to-complete-Bangladesh-border-fencing-soon/Article2-423614.aspx>, [En ligne], site consulté le 14 mars 2013.

The Times of India (2001a). « Govt will react as a whole on Bush's statement », <http://timesofindia.indiatimes.com/india/Govt-will-react-as-a-whole-on-Bushs-statement/articleshow/1625870578.cms>, [En ligne], site consulté le 28 février 2013.

The Times of India (2001b). « Terrorism is being used as a political weapon », <http://timesofindia.indiatimes.com/india/Terrorism-is-being-used-as-a-political-weapon/articleshow/1708381958.cms>, [En ligne], site consulté le 28 février 2013.

The Times of India (2003). « Deport illegal migrants : Vinay Katiyar », <http://timesofindia.indiatimes.com/city/lucknow/Deport-illegal-migrants-Vinay-Katiyar/articleshow/34401588.cms>, [En ligne], site consulté le 28 février 2013.

The Times of India (2009). « Explosives, arms came vis Tripura-B'desh border », <http://timesofindia.indiatimes.com/city/patna/Explosives-arms-came-vis-Tripura-Bdesh-border/articleshow/5221037.cms>, [En ligne], site consulté le 28 février 2013.

The Times of India (2011). « Night curfew along Bangla border », <http://timesofindia.indiatimes.com/city/guwahati/Kushiara-leaves-Indo-Bangla-border-vulnerable/articleshow/9129590.cms>, [En ligne], site consulté le 28 février 2013.

### **Sources secondaires**

AFSAR, Rita (2008). « Population Movement in the Fluid, Fragile and Contentious Borderland Between Bangladesh and India », [http://archiv.ub.uni-heidelberg.de/savifadok/volltexte/2008/143/pdf/Afsar\\_PopulationMovement\\_2008.pdf](http://archiv.ub.uni-heidelberg.de/savifadok/volltexte/2008/143/pdf/Afsar_PopulationMovement_2008.pdf), [En ligne], site consulté le 2 décembre 2012.

BATES, Crispin (2011). « The Hidden Story of Partition and its Legacies », *BBC History*, [http://www.bbc.co.uk/history/british/modern/partition1947\\_01.shtml](http://www.bbc.co.uk/history/british/modern/partition1947_01.shtml), [En ligne], site consulté le 12 décembre 2012.

BONIFACE, Pascal (2006). « La politique des murs », pour l'Institut de relations internationales et stratégique », *Revue de presse*, <http://www.iris-france.org/Tribunes-2006-10-26.php3>, [En ligne], site consulté le 20 février 2012.

BUERK, Roland (janvier 2006). « Villagers Left in Limbo by Border Fence », *BBC News*, [http://news.bbc.co.uk/2/hi/programmes/from\\_our\\_own\\_correspondent/4653810.stm](http://news.bbc.co.uk/2/hi/programmes/from_our_own_correspondent/4653810.stm), [En ligne], site consulté le 18 mars 2010.

Centre for Civil Society (CCS) (2010). « No Land's Man, India abandons land & People at Indo-Bangladesh Border : Indo-Bangladesh fence issue », <http://www.ccsindia.org/nolandsman/>, [En ligne], site consulté le 19 novembre 2012.

La documentation française (2007). « Dossiers Inde-Pakistan, 60 ans d'affrontements : 1947-1948. La partition de l'Inde »,

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/inde-pakistan/partition1947-1948.shtml>, [En ligne], site consulté le 12 décembre 2012.

Government of India. « Prime Ministers of India », <http://pmindia.gov.in/pmsofindia.php#>, [En ligne], site consulté le 9 mai 2013.

KEEN, Shirin (1998). « The Partition of India », <http://english.emory.edu/Bahri/Part.html>, [En ligne], site consulté le 12 décembre 2012.

LEVY, Alexandre (Sofia) (2011). « L'Europe forteresse dos aux murs », <http://fr.myeurop.info/2011/01/12/l-europe-forteresse-dos-aux-murs-1054>, [En ligne], site consulté le 17 septembre 2012.

RAMACHANDRAN, Sujata (2005). « Indifference, Impotence, and Intolerance: Transnational Bangladeshis in India », *Global Commission on International Migration. Global Migration Perspectives*, 42, p. 1-18.